



COCQ-SIDA

Membre de la Coalition
Internationale Sida



Ensemble, préparons un monde sans sida ni VIH

Rapport annuel 2016-2017

Coalition des organismes communautaires
québécois de lutte contre le sida

Le masculin générique est employé dans ce document afin d'en faciliter la lecture.

Pour ces mêmes raisons, nous utilisons aussi parfois des acronymes pour identifier des groupes de personnes, tels que les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) ou encore les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HARSAH).

Dépôt légal – juin 2017
Bibliothèque et archives nationales du Québec
Bibliothèque et archives Canada
ISBN 978-2-922365-61-0

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la Présidente et du Directeur général.....	5
Les organismes-membres	6
Conseil d'administration 2016-2017.....	7
Une équipe solide!.....	8
Enjeux communautaires.....	9
Enjeux de la communauté	11
Entente entre la COCQ-SIDA et le SLITSS	12
Programme Droits de la personne et VIH/sida.....	15
VIH info droits : le service d'information juridique	20
Programme de recherche communautaire.....	25
Communications.....	31
Table provinciale des maisons d'hébergement communautaire VIH/sida	40
Financement fédéral.....	41
Comité provincial des traitements.....	42
La cocq-sida à l'international	44
Lexique	46

À LA MÉMOIRE DE MARK WAINBERG

La Coalition des organismes communautaires de lutte contre le sida (COCQ-SIDA) porte un hommage spécial au Dr Mark Wainberg décédé tragiquement le 10 avril dernier.

Créateur du 3TC, sommité internationale, chercheur reconnu et grand défenseur des personnes vivant avec le VIH, le docteur Wainberg a toujours su faire preuve d'une remarquable ouverture envers les membres de la communauté.



REMERCIEMENTS

La COCQ-SIDA souligne la participation de l'ensemble de ses partenaires, collaborateurs et bénévoles à l'accomplissement de son travail. Elle les remercie chaleureusement de leur collaboration.

Le Conseil d'administration tient à remercier l'équipe des permanents pour le travail accompli au cours de la dernière année.

Une mention spéciale à Édith qui a relevé le Défi Je suis séropo tout au long de l'année et à tous les membres du comité hommes gais et HARSAH pour leur contribution à la réalisation de la campagne *Sexe au menu*.

MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Au nom du Conseil d'administration (CA) et de l'équipe de travail de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA), nous avons le plaisir de vous présenter ce rapport d'activités 2016-2017. Le travail que nous avons accompli, diversifié et complexe, reflète les défis auxquels sont confrontés nos organismes-membres ainsi que toute les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et celles affectées par l'épidémie.

Le processus de renouvellement de l'entente de financement (voir p.41) du gouvernement canadien et, plus particulièrement, de l'Agence de la Santé publique du Canada (ASPC) nous a fait vivre beaucoup d'incertitude cette année. Cet épisode interminable et frustrant (qui n'est toujours pas réglé au moment d'écrire ces lignes) a permis de renforcer la collaboration et d'accroître la solidarité entre les groupes. Cet état d'esprit nous servira certainement au cours des prochaines années, car les défis en matière de financement vont malheureusement subsister.

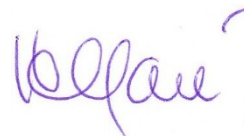
Lors de l'assemblée générale annuelle (AGA) 2016, les membres ont choisi de publier ce message commun — **Ensemble, préparons un monde sans sida ni VIH** — lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida. En grande majorité, ils ont intégré ce message à leurs propres outils de communication. Nous sommes convaincus que ce message, créé par différents acteurs du milieu communautaire VIH issus de différentes régions du Québec, servira à amplifier nos voix et à souligner notre démarche solidaire. Notre défi actuel : faire vivre ce message en soulignant les actions concrètes réalisées par les membres et leur pertinence dans l'atteinte de cet objectif

Les nouvelles concernant le VIH/sida dans le monde diffèrent grandement. Dans les pays avec un système de santé fonctionnel, comme le Canada, nous pouvons envisager la fin du sida et même du VIH dans un

avenir assez rapproché. Les traitements efficaces permettent aux PVVIH de bien vivre et empêchent la transmission du virus. Cependant, la stigmatisation persiste et le nombre de personnes qui ignorent leur statut sérologique demeure élevé. Nous devons fournir un effort supplémentaire et faire preuve d'innovation pour encourager le dépistage et réduire les inégalités sociales qui constituent toujours des barrières d'accès aux soins.

La conférence pour renflouer le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a eu lieu, à Montréal, en septembre 2016. Bien que les objectifs aient été atteints, nous jugeons, comme d'autres partenaires communautaires, qu'ils étaient trop modestes. Par ailleurs, depuis cette conférence, plusieurs bouleversements politiques nous font même redouter une recrudescence de l'épidémie dans les pays où ce Fonds assure, souvent avec succès, une grande partie de la réponse au VIH/sida.

Mettre fin à l'épidémie du sida et du VIH au Québec comme ailleurs dans le monde, c'est possible. Ce qu'il nous faut maintenant : des efforts concertés, et une solidarité indéfectible qui ne se limite pas à des frontières géopolitiques.



Hélène Legaré
Présidente



Ken Monteith
Directeur général

LES ORGANISMES-MEMBRES



A

ACCUM
L'Anonyme
L'ARCHE de l'Estrie

B

BLITS
BRAS – Outaouais
BRISS Côte-Nord

C

CACTUS-Montréal
CASM
Centre des R.O.S.É.S.
Centre Sida Amitié
CSSQ

D

Dopamine

E

ÉMISSAIRE

F

Fondation d'Aide Directe -
SIDA Montréal

G

GAP- VIES
GEIPSI

H

Hébergement de l'Envol

I

I.R.I.S. Estrie

M

MAINS BSL
Maison d'Hérelle
Maison Dominique
Maison du Parc
Maison Plein Cœur
Maison Re-Né
Médecins du Monde
MIELS-Québec
Le MIENS

N

Le Néo

P

Point de repères
Portail VIH/sida du Québec

R

RÉZO

S

Services communautaires
CCS
Sidaction Mauricie
Sidalys
Sida-Vie Laval
Société canadienne de
l'hémophilie
Spectre de rue
Stella, l'amie de Maimie

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2016-2017

7 rencontres

Déléguée de la Table des maisons d'hébergement

Hélène Legaré – Présidente
SIDALYS

Représentants de Montréal

Matthew Halse – Administrateur
ACCM

Martin Bilodeau – Administrateur
PORTAIL VIH/SIDA DU QUÉBEC

Benoit Payant – Administrateur
MAISON PLEIN CŒUR

Représentants de Québec

Donald Careau – Administrateur
MIELS-QUÉBEC

Guy Gagnon – Trésorier
MIELS-QUÉBEC

Représentants hors Montréal et Québec

Hugo Bissonnet – Administrateur
CENTRE SIDA AMITIÉ

Richard Cadieux – Secrétaire
SIDA-VIE LAVAL

Yannick Dallaire – Administrateur
IRIS-ESTRIE

Claude Dufour – Administrateur
BRAS-OUTAOUAIS

Maryse Laroche – Administratrice
BLITS

Un très sincère merci aux membres sortants du CA

Laura Benedetti, Martin Bilodeau, Michèle Blanchard, Isabelle Bouchard, Richard Cadieux, Claude Dufour et Matthew Halse.

Nous demeurons très reconnaissants de l'implication continue de Jacques Gélinas, ancien administrateur, comme bénévole au niveau de plusieurs comités de travail.

UNE ÉQUIPE SOLIDE!

L'équipe des permanents de la COCQ-SIDA assure le fonctionnement des différents secteurs de l'organisation : administration, communications, défense des droits, activités de transfert et de partage d'expertise, recherche communautaire et relations internationales. Soulignons l'apport de ceux qui portent des projets spécifiques au nom de la COCQ-SIDA en collaboration avec les partenaires du réseau et le soutien continu de bénévoles dans plusieurs projets.

Chacun des employés permanents agit à la fois dans le secteur dont il a la charge, mais aussi en constante collaboration avec ses collègues. L'équipe échange régulièrement et met en commun ses compréhensions respectives des divers enjeux de la lutte contre le VIH; une manière de faire aux

bénéfices des organismes-membres et de l'ensemble du mouvement de lutte contre le VIH.

Cette année, nous avons poursuivi des ententes spécifiques dans le cadre de projets de recherche pour mobiliser les ressources humaines au sein des groupes-membres, notamment RÉZO et GAP-VIES. Ces collaborations ont été précieuses pour rejoindre les populations concernées et bâtir des projets de recherche réussis.

Nos remerciements à Blandine Sala et Max Silverman (VIH INFO DROITS), Yolaine Maudet (Communications) et Aurélie Hot (Recherche communautaire), qui nous ont quittés cette année pour relever de nouveaux défis. Nous leur souhaitons bon succès.

Direction

Ken Monteith,
Directeur général

Administration

Michel Morin,
Directeur adjoint

Hélène Laramée,
Adjointe administrative

Recherche communautaire

Charlotte Guerlotté,
Coordonnatrice de la recherche

Thomas Haig,
Coordonnateur du projet Mobilise!

Jorge Flores-Aranda,
Chargé de programme de recherche, Coalition PLUS*

Entente avec le SLITSS

Martine Fortin,
Coordonnatrice de projets

Droits de la personne et VIH

Liz Lachapagne,
Coordonnatrice du programme

Service VIH INFO DROITS

Geneviève Binette,
Responsable du service

Communications

René Légaré,
Coordonnateur des communications

Marie-Élaine LaRoche,
Adjointe aux communications

* Bien qu'hébergé à la COCQ-SIDA, ce poste est entièrement affecté au travail de la Coalition PLUS

ENJEUX COMMUNAUTAIRES

La TRPOCB et nous

La collaboration entre la COCQ-SIDA et la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) remonte à la création de la Table elle-même, il y a plus de vingt ans de cela. Parmi les nombreux dossiers qui ont été traités cette année, 3 ont particulièrement



retenu notre attention.

Le Lobbyisme

Nous avons obtenu une « demi-victoire » dans le dossier du lobbyisme. Après de nombreuses représentations, la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, Rita Lc De Santis, a fini par accepter le fait qu'une inscription obligatoire de tous les organismes sans but lucratif du Québec (dont l'ensemble du mouvement communautaire autonome) représentait une menace à leur fonctionnement. Le projet de loi qui avait été déposé est donc en train de tomber dans l'oubli. Ceci dit, nous avons compris que la ministre reviendra à l'assaut avec un projet modifié, obligeant « les gros organismes » (sic) à s'inscrire au registre des lobbyistes du Québec; organismes dont feraient partie les regroupements provinciaux comme la COCQ-SIDA. La lutte n'est donc pas encore terminée.

L'état du PSOC

Nous soulignons depuis quelques années que les relations avec les fonctionnaires responsables du programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) sont tendues et difficiles. Cette dernière année n'a pas fait exception. De plus en plus, nous nous apercevons que notre présence sur différents comités de travail concernant l'avenir et le fonctionnement du PSOC est de plus en plus perçue par nos vis-à-vis administratifs comme étant strictement consultative. On nous présente de nouvelles orientations qui seront ultimement imposées à l'ensemble de notre mouvement, qu'on le veuille ou non. Nous avons le droit de nous exprimer, mais personne ne s'engage à retenir notre opinion, d'une manière ou d'une autre. À moins que cette façon de travailler ne change, il est envisageable que nous devions raidir notre position, comme il y a quelques années lors de notre campagne *Non à la convention*. On se souviendra que cette action nous avait fait remporter de nombreux gains; peut-être devrons-nous revenir à ce genre d'actions, plus musclées.

Le « nouveau réseau »

L'ensemble de notre mouvement continue à s'ajuster tant bien que mal à la nouvelle mouture du réseau des services sociaux et de santé du Québec. Ce dernier et loin d'être arrivé à la stabilité rêvée par le ministère : coupures, fusions et réaffectations continuent de peser au sein des structures gouvernementales et les organismes communautaires assistent donc à une énième réforme, appliquée de manière inégale selon les régions administratives. Certains de nos membres ont été confrontés à des redécoupages administratifs, laissant des vides dans le financement communautaire comme dans la prestation de services. Ailleurs, c'est le statu quo, ou encore, on tente de sauver les meubles. Bref, il semble que quelques

temps seront encore nécessaires avant de pouvoir effectuer un bilan de ce dernier réaménagement.

Principe GIPA

La COCQ-SIDA continue avec ses organismes membres à mettre de l'avant la connaissance et l'application du principe GIPA pour une implication et un engagement significatifs des PVVIH dans nos structures. Nous avons eu la possibilité de rendre visite au Centre des ROSÉS en Abitibi-Témiscamingue afin d'échanger sur le sujet avec des PVVIH de la région ainsi qu'avec l'équipe de travail et le CA. Des organismes nous ont également demandé d'effectuer des présentations GIPA auprès de leurs bénévoles et leur conseil d'administration.



Nous avons continué de promouvoir une autre activité reliée au principe GIPA : la tenue de caucus régionaux de PVVIH. Après Québec, l'Estrie et la Mauricie, d'autres rencontres sont programmées pour les prochains mois. Ces rencontres de deux jours permettent aux PVVIH de réseauter, d'identifier les enjeux et défis propres à leur région et de se donner les moyens de trouver des solutions collectives.



Michel Morin
Directeur adjoint

ENJEUX DE LA COMMUNAUTÉ

Du mieux qu'elle le peut, la COCQ-SIDA continue de favoriser la participation optimale et significative des PVVIH à la vie démocratique des groupes de lutte contre le VIH et le sida au Québec – tout en respectant leur autonomie. En ce sens, nos ateliers de formation GIPA sont disponibles à tous les organismes qui veulent en faire bénéficier les PVVIH qui utilisent leurs services et interviennent chez eux. Dans la même logique, nous appuyons la réalisation de caucus régionaux de PVVIH afin qu'une prise de parole locale s'effectue, pour identifier tant les besoins à combler que les lieux d'engagement.

Nous devons malheureusement signaler que le financement fédéral qui nous permettait d'offrir des ateliers GIPA n'a pas été renouvelé. Il nous faudra donc trouver de nouvelles approches pour maintenir ce type d'intervention.

Discours communs

Nous avons maintenu la réalisation de discours communs sur différentes thématiques, dans le but de favoriser la cohérence du discours et des interventions de l'ensemble de notre mouvement.

La question des traitements comme moyen de prévention a été revisitée afin de parfaire la position sur la prophylaxie préexposition (PrEP) comme moyen hautement efficace pour freiner l'épidémie. Nous avons profité de l'occasion pour rédiger un court avis sur la prophylaxie postexposition, celle-ci mieux établie au sein du milieu scientifique et clinique, mais pas toujours accessible aux personnes qui en font la demande.

Un travail important a également été effectué afin de déposer un projet complet concernant l'effet négatif de la criminalisation du travail du sexe sur les efforts de prévention du VIH et autres ITSS, ainsi que sur la santé globale des femmes et hommes qui exercent ce métier. Il nous reste à mettre le texte « à l'épreuve » de nos organismes afin d'en vérifier la pertinence

et, éventuellement, en tirer des orientations communes.

Soutien aux organismes membres

Nous le répétons chaque année, le premier rôle d'un regroupement provincial est d'offrir soutien et aide à ses membres dès que ceux-ci en font la demande. Les intervenants de la COCQ-SIDA ont donc rencontré des directions générales, leurs équipes ainsi que des membres et des bénévoles afin de répondre aux demandes de formation ou d'accompagnement, selon les priorités et besoins exprimés.

Remaides

La revue des PVVIH continue son ascension à titre d'outil d'information de référence dans le milieu VIH francophone.



Son lectorat croît de numéro en numéro et selon les commentaires reçus, REMAIDES est apprécié.

La qualité des articles est à l'image du professionnalisme et de l'implication des membres du Comité de rédaction et de ses collaborateurs.

Nos chaleureux remerciements à Marie-Élaine LaRoche, René Légaré, Laurette Lévy, Yolaine Maudet, Corinne Parmentier et Cassandre Therrien.



Ken Monteith
Directeur général



Michel Morin
Directeur adjoint

ENTENTE ENTRE LA COCQ-SIDA ET LE SLITSS

L'entente de contribution entre la COCQ-SIDA et le Service de lutte contre les ITSS (SLITSS) nous permet d'ancrer nos réflexions et de développer des projets et des actions autour de quatre grands axes prioritaires :

- prévention
- transfert des connaissances et renforcement des capacités
- environnements favorables et déterminants de la santé
- collaboration et le partenariat

Le transfert des connaissances et le renforcement des capacités

Cette année, un Outillons-nous, deux activités de formation et trois webinaires ont permis de rejoindre plus de 260 participants provenant majoritairement des organismes membres de la COCQ-SIDA. De nombreux partenaires se sont également joints à nous afin de partager, à travers échanges et discussions, des résultats de recherche sur différentes thématiques au cœur de la lutte contre le VIH et aussi afin de faire connaître les meilleures pratiques du moment.

Outillons-nous sur la mobilisation communautaire (14 et 15 avril 2016)

Nous avons eu l'occasion de nous rassembler au printemps 2016 pour revisiter l'histoire de la mobilisation communautaire en lien avec le VIH/sida afin de mieux planifier l'avenir. Nous avons eu l'honneur d'entendre des acteurs importants des premières luttes contre l'épidémie du VIH témoigner de leur vécu, notamment sur l'histoire de la mobilisation dans la communauté haïtienne et dans la communauté gaie. Nous avons également tenu une réflexion sur nos actions et sur l'implication de différentes populations. Ces deux jours de formation se sont terminés avec un panel sur la mobilisation en région et un atelier-synthèse pour dégager des pistes d'actions. Les deux journées ont réuni un total de 38 participants en provenance de 11 orga-

nismes-membres et de 13 organisations partenaires.

La 4e conférence annuelle sur le VIH/sida : impacts sur les individus, les familles et les communautés (11 et 12 octobre 2016)

Cette conférence de deux jours a attiré en tout 110 participants provenant de 12 organismes-membres et de 25 organismes partenaires. Il s'agissait de la troisième fois que la COCQ-SIDA collaborait avec le Foyer pour femmes Autochtones de Montréal pour organiser cet événement. La Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador a contribué à la conférence en contactant les communautés plus éloignées afin que leurs membres participent. Durant ces deux jours, nous avons discuté de prévention, de sécurisation culturelle et d'enjeux juridiques. En outre, une période par jour était prévue pour identifier les barrières d'accès aux services et pour élaborer des pistes de solution.

Lors de la 2e journée, une quarantaine de personnes se sont rassemblées au parc de l'Espoir afin de se réapproprier cet espace public chargé d'histoire. Ce rassemblement nous a rappelé l'importance de travailler ensemble à l'éradication du VIH.

Impact de la criminalisation du VIH sur les femmes (23 février 2017)

La COCQ-SIDA, en collaboration avec le comité Droits et le comité Femmes, a organisé un événement pour parler d'enjeux spécifiques touchant la criminalisation de la non-divulgence du VIH dans un contexte sexuel. L'objectif était de sensibiliser des groupes venant en aide aux femmes à l'impact de la criminalisation sur les femmes vivant avec le VIH (FVVIH). Un panel et une période de discussion ont été précédés par le visionnement de deux courts-métrages réalisés par le Réseau juridique canadien VIH/sida : *Femmes et séropositives : dénon-*

çons l'injustice et Consentement. Les 19 participantes provenaient de 4 organismes-membres et de 6 organismes externes.

Webinaires

Observatoire communautaire des services en ITSS (2 novembre 2016)

Le Portail VIH/sida du Québec a mis sur pied un outil web permettant aux personnes utilisatrices des services et aux intervenants de répertorier les difficultés rencontrées, en lien avec le VIH, l'hépatite C, la co-infection et les autres ITSS, lors de contacts avec des professionnels de la santé. Le directeur général, Pierre-Henri Minot, a présenté l'outil ainsi que certains résultats préliminaires. Plus de 10 personnes de 5 organismes-membres et de 3 organismes partenaires ont assisté au webinaire.

Parlons des effets secondaires (30 janvier 2017)

Bien que la médication se soit grandement améliorée, certaines PVVIH éprouvent toujours des effets secondaires importants. Marilou Gagnon, professeure à l'Université d'Ottawa, a présenté les résultats de sa recherche qualitative sur les impacts des effets secondaires sur la qualité de vie des PVVIH. Nous avons eu 29 inscriptions pour 17 connexions.

Cure, guérison, éradication du VIH : qu'en est-il vraiment? (14 mars 2017)

Une collaboration avec le Consortium canadien de recherche sur la guérison du VIH (CanCURE) a permis la tenue d'un webinaire avec Daniel Kaufmann, docteur au Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (UdeM) et Ron Rosenes de CanCURE comme commentateur. Les différentes stratégies d'éradication et de cure existantes ont été présentées et discutées. L'activité a engendré 42 inscriptions pour 31 connexions venant de 15 organismes-membres et de 8 organisations partenaires.

Discours commun – Travail du sexe

Une première version du discours commun sur le travail du sexe a été envoyée aux membres du comité réviseur. Le contenu du texte se centre sur l'impact néfaste de la criminalisation du travail du sexe sur les travailleuses et les travailleurs, notamment sur leur santé. Il est souhaité que le texte soit adopté lors de l'AGA 2017.

Nouvelles des comités

Comité hommes gais et HARSAH

Le 23 juin 2016, le comité a lancé la campagne *Sexe au menu*, qui vise à informer les hommes gais, bisexuels et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HARSAH) sur six méthodes de prévention du VIH. Créée en collaboration avec le secteur des communications, cette campagne a été très bien reçue et les outils créés ont été des supports appréciés des intervenants pour faciliter le contact avec les hommes gais et les HARSAH.



Afin d'évaluer l'impact de cette campagne, la COCQ-SIDA a bénéficié du travail d'une stagiaire à l'automne 2016 pour un total de 150 heures. Léa Séguin, candidate au doctorat en sexologie, a élaboré un cadre d'évaluation pour les campagnes de marke-

ting social créée par la Coalition. Nous la remercions pour son travail!

Nous remercions également tous les membres du Comité pour leur précieuse collaboration dans la réalisation de cette campagne. Son succès leur revient.

Comité communautés ethnoculturelles

Les travaux ont commencé en 2016-2017 afin de disposer de suffisamment de temps pour bien identifier les besoins des populations qui seront visées par la campagne 2017-2018. Des grilles d'analyse ont été développées pour mieux segmenter les populations à joindre et le comité a déjà établi qu'aucune modification majeure ne serait apportée au site web. Les discussions préliminaires suggèrent qu'on investisse les fonds dans la création d'outils audiovisuels portant sur la démythification du dépistage.

Comité femmes

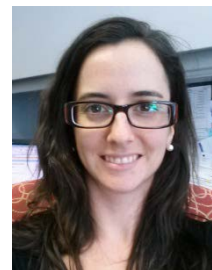
Les travaux du comité femmes se sont concentrés sur l'optimisation du site web. Du 29 avril au 1er mai 2016, la COCQ-SIDA a aussi tenu un kiosque *Dans mon sac* au Salon de la femme de Montréal, animé par les intervenantes d'AIDS Community Care Montreal (ACCM). Près de 3000 condoms, ainsi que 1200 pochettes et baumes à lèvres ont été distribués, alors que plus de 700 personnes ont participé aux différents jeux organisés par ACCM.

Toutes les actions des comités ne seraient possibles sans l'implication active de leurs membres. À ce titre, la COCQ-SIDA tient à remercier les organismes-membres pour leur participation essentielle :

ACCM, BRAS, CASM, GAP-VIES, IRIS Estrie, l'Anonyme, Le MIENS, Maison Plein Cœur, Médecins du Monde, MIELS-Québec, RÉZO, Stella, Sidaction Mauricie, Sida-Vie Laval

Perspectives 2017-2018

- Nous désirons que les activités de formation répondent aux besoins des membres autant en termes de contenu que de format. Un sondage sera lancé afin d'évaluer leurs besoins, de déterminer les sujets d'intérêt, les formats idéaux et surtout les temps de l'année les plus propices pour se réunir.
- La mobilisation des membres des comités représente un défi pour différentes raisons, notamment le roulement de personnel au sein des organismes-membres, la disponibilité des membres des comités, le financement, etc. En 2016-2017, les mandats des comités ainsi que les rôles et les responsabilités autant des membres que de la COCQ-SIDA ont été clarifiés. Suite à ces travaux, une entente participative renouvelable annuellement sera lancée en septembre 2017.
- La COCQ-SIDA a un abonnement annuel à une plateforme permettant la tenue de webinaires. Ce médium permet de rejoindre les personnes rapidement et simplement, sans que cela ne nécessite de déplacements. Il est donc souhaité que cet outil soit davantage exploité et que le produit final soit partagé sur les médias sociaux.



Martine Fortin
Coordonnatrice de projet

PROGRAMME DROITS DE LA PERSONNE ET VIH/SIDA

Le Programme Droits de la personne et VIH/sida a pour but de promouvoir et de défendre les droits des PVVIH, afin de prévenir la transmission du virus et d'améliorer la qualité de vie des personnes atteintes.

Criminalisation de l'exposition au VIH

Depuis le forum « Entre-nous » qui a eu lieu en 2007 et au cours duquel les PVVIH du Québec ont demandé à la COCQ-SIDA d'agir sur la question de la criminalisation de l'exposition au VIH, la Coalition est particulièrement active dans ce dossier.

Ainsi, au sein d'une coalition pancanadienne, la COCQ-SIDA est intervenue devant la Cour suprême du Canada en 2012 dans les affaires D.C. (Québec) et Mabior (Manitoba), puis en 2014 dans l'affaire Wilcox (Québec) afin de faire entendre sa voix et de demander à la Cour de limiter l'utilisation du droit criminel.

À la suite des arrêts rendus par la Cour Suprême en octobre 2012, la COCQ-SIDA a mis à jour sa position politique sur la criminalisation de l'exposition au VIH et a rédigé de l'information juridique afin de vulgariser et de faire valoir son analyse de ces décisions. Comme chaque année, la COCQ-SIDA a donné plusieurs sessions d'information sur le phénomène de la criminalisation, tant auprès de PVVIH qu'auprès d'équipe de soignants ou d'intervenants, explicitant les décisions judiciaires rendues dans ce domaine.

La COCQ-SIDA continue de participer aux réunions du Groupe de travail sur la criminalisation de l'exposition au VIH qui est piloté par le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Ce Groupe réunit des représentants de la santé publique et du milieu judiciaire. Son mandat est de conseiller les instances ministérielles en Santé et Services sociaux et en Justice sur les articulations des politiques judiciaires et

de santé publique, à la lumière des données scientifiques et des principes légaux.



Dans ce cadre, la COCQ-SIDA contribue à développer des partenariats avec les acteurs du système judiciaire, notamment les procureurs de la Couronne et les policiers, afin de les sensibiliser à la complexité du phénomène de la criminalisation et à la nécessité de tenir compte des droits des PVVIH.

Au mois de mai 2016, à l'invitation du Réseau juridique Canadien VIH/sida, la coordonnatrice du programme a participé à la Conférence « HIV is not a crime », qui s'est tenue en Alabama. Différents acteurs (militants, avocats, PVVIH) y ont discuté des stratégies de plaidoyer pour lutter contre la criminalisation du VIH.

En juillet 2016, la coordonnatrice a participé à la Conférence internationale sur le sida qui s'est tenue à Durban en Afrique du Sud; conférence durant laquelle la défense des droits de la personne et la criminalisation du VIH ont fait l'objet de multiples ateliers, notamment autour du mouvement « HIV justice Worldwide » dont la COCQ-SIDA fait désormais partie.

À l'automne 2016, la COCQ-SIDA est l'un des membres fondateur de la Coalition Canadienne pour réformer la criminalisation du VIH. Cette Coalition a pour objectif de développer des stratégies pancanadiennes

de plaider et de réforme de la criminalisation du VIH, et de créer un réseau de pairs pour les personnes criminalisées.

Ainsi, la COCQ-SIDA approfondit et développe sa collaboration avec divers partenaires, dont le Réseau juridique canadien VIH/sida et le Groupe de travail ontarien sur le droit pénal et l'exposition au VIH, afin d'être à l'avant-garde des nouveaux développements et de continuer à faire preuve d'un fort leadership sur la question.

Cette année semble avoir marqué un tournant en matière de criminalisation du VIH. En effet, le 1er décembre 2016, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, la ministre fédérale de la Justice, Jody Wilson-Raybould, a déclaré être préoccupée par la criminalisation disproportionnée de la non-divulgence du VIH s'inquiétant notamment qu'elle :

« décourage bon nombre de personnes de passer des tests de dépistage et de se faire traiter, et stigmatise davantage les personnes vivant avec le VIH ou le sida. Tout comme le traitement a progressé, le système de justice pénale au Canada doit s'adapter pour mieux refléter les données scientifiques disponibles sur les réalités de cette maladie. »

La ministre a ajouté vouloir travailler avec ses homologues provinciaux afin d'examiner la réponse du système de justice pénale à la non-divulgence de la séropositivité. Dès lors, la COCQ-SIDA a adressé un courrier à la Ministre de la justice du Québec, Stéphanie Vallée, afin de lui demander de la recevoir pour collaborer aux travaux initiés par la Ministre fédérale.

Parallèlement, la COCQ-SIDA a demandé à être intervenant volontaire, avec le Réseau juridique et HALCO, dans une affaire qui sera jugée devant la Cour d'appel de Nouvelle-Ecosse. Dans cette affaire, bien que le juge de première instance ait estimé qu'il n'y avait pas de possibilité réaliste de transmission lors de la relation sexuelle en cause, il a néanmoins condamné l'accusé, estimant que le fait de ne pas avoir divulgué

son statut sérologique avant une relation sexuelle avait créé un préjudice au plaignant du fait de la peur vécue de s'être vu transmettre le VIH. En tant qu'intervenant volontaire, nous entendons faire valoir que cette décision est contraire aux décisions Mabior et DC, dans lesquelles la Cour Suprême a jugé qu'il n'existe pas d'obligation de divulgation en l'absence de possibilité réaliste de transmission. Selon nous, cette affaire illustre une fois de plus que l'infraction d'agression sexuelle n'est pas pertinente et qu'elle ne devrait pas être utilisée dans les affaires de non-divulgence du VIH.

Enfin, nous continuons à assurer une veille des cas de poursuites de PVVIH accusées de non-divulgence et à apporter notre soutien aux avocats de la défense qui les représentent.

Accès aux soins dentaires sans discrimination

En 2010-2011, le comité Droits & VIH a mené une importante enquête sur l'accès aux soins dentaires pour les PVVIH. L'ensemble des données a été analysé et a permis de publier, au mois de mai 2012, un rapport sur la discrimination envers les PVVIH dans l'accès aux soins dentaires au Québec.

Depuis cette publication, nous menons plusieurs actions afin de sensibiliser les professionnels de la santé dentaire aux difficultés rencontrées par les PVVIH dans l'accès aux soins. Une véritable collaboration est née tant avec l'Ordre des dentistes qu'avec l'Ordre des hygiénistes dentaires dans ce dossier.

Grâce à la collaboration avec l'Ordre des hygiénistes dentaires, de nombreuses actions de sensibilisations au sein des CÉGEPS, dans les programmes en hygiène dentaire, ont pu être menées et devraient être renouvelées dans la prochaine année. Ces actions sont reconnues par l'Ordre à titre de formation continue des hygiénistes dentaires.

Avec les mêmes objectifs, la COCQ-SIDA tente, de développer des partenariats avec les Facultés de Médecine dentaire afin d'offrir des présentations auprès de leurs étudiants. En janvier 2017, une nouvelle présentation a été donnée au sein de la Faculté de Médecine dentaire de l'Université Mc Gill.

A l'automne 2016, la COCQ SIDA, en collaboration avec MIELS Québec, a tenu un kiosque d'information durant le Congrès de l'Ordre des hygiénistes dentaires à Québec.

En collaboration avec l'équipe de recherche de la Coalition PLUS, une lettre à l'éditeur a été rédigée à l'attention de la Revue Canadienne de Santé Publique sur le rapport publié en 2012. Cette lettre a été publiée en août 2016.

Enfin, au mois d'avril 2016 à Bruxelles, la coordonnatrice du programme a participé à la Conférence Internationale de l'Alliance Francophone des Acteurs de Santé contre le VIH et les Hépatites (AFRAVIH). À cette occasion, elle a présenté, sur affiche, les données du rapport sur l'accès aux soins dentaires des PVVIH.

Autres domaines de plaidoyer : Assurances et immigration... et droit à la vie privée?

Les réflexions menées au sein du Comité droits et l'analyse des demandes reçues au sein du service VIH INFO DROITS ont permis au Programme Droits de la personne et VIH/Sida d'identifier deux nouveaux domaines de plaidoyer à développer : le droit des assurances et le droit de l'immigration. En effet, les PVVIH rencontrent des difficultés spécifiques liées à leur statut sérologique, tant en termes d'assurances que dans leur processus d'immigration au Canada.

Suite à l'annonce, en avril 2016, par la Compagnie d'assurance Manuvie, de l'ouverture de ses conditions de souscription à l'assurance vie aux PVVIH, le Programme Droits a adressé une lettre à l'ensemble des

compagnies d'assurance du Québec afin de leur demander si elles entendaient également donner la possibilité aux PVVIH d'accéder à leurs produits d'assurance vie. En novembre 2016, la Compagnie d'assurance Sunlife a également donné aux PVVIH la possibilité de souscrire à une telle assurance.

La COCQ-SIDA se réjouit de ces avancées, mais regrette vivement que les conditions d'accès aux assurances vie font en sorte de rendre inéligible une grande portion des PVVIH. Le Programme Droit envisage la possibilité d'entamer des actions de plaidoyer afin de faire reconnaître un « droit à l'oubli » en matière d'assurance pour les PVVIH.

Un travail de recherche et d'analyse des textes et jurisprudences applicables aux PVVIH au cours de leur processus d'immigration au Canada a été mené au sein du Programme Droits en 2015. Un outil interactif à destination des intervenants et des PVVIH a été réalisé par la suite, et mis en ligne en février 2017.



Le Programme a par ailleurs permis le retrait de certaines mentions de la politique d'Immigration, Réfugiés, Citoyenneté canadienne (IRCC) relatives à la notification automatique au partenaire du statut sérologique positif au VIH dans le cadre d'une procédure de parrainage. D'autres demandes pourraient être faites, car certains aspects de cette politique demeurent problématiques.

En partenariat avec le Réseau juridique Canadien VIH/sida et HALCO, la COCQ-SIDA a adressé à IRCC un mémoire sur son analyse de la notion de fardeau excessif et des modifications devant être apportées aux

interdictions de territoires pour raisons médicales.

Au mois d'avril 2016, la coordonnatrice a participé à une présentation au congrès AFRAVIH sur l'impact du VIH dans les processus d'immigration.

Cette année, si le droit à la vie privée et à la confidentialité du statut sérologique est un enjeu de longue date, le Programme Droit a accordé une attention particulière à cette problématique. Les affaires relatives à des bris de confidentialité – notamment sur les réseaux sociaux – se sont multipliées à VIH INFO DROITS. C'est pour cette raison que le Comité droits a décidé de faire réaliser deux courts-métrages de fiction sur la thématique de la confidentialité du statut sérologique. Ces films devraient être finalisés en juillet 2017.

Emploi et VIH

Au cours de ces dernières années, le Programme Droits de la personne et VIH/Sida a souhaité faire du dossier de l'emploi une de ses priorités en matière de plaidoyer. Plusieurs actions ont donc été menées dans ce dossier dernièrement.

D'une part, l'analyse des demandes faites auprès du service VIH INFO DROITS démontre que les discriminations lors de l'accès et du maintien dans l'emploi des PVVIH persistent et les préoccupent grandement. D'autre part, l'utilisation de questionnaires de santé préembauche portant atteinte aux droits des PVVIH perdure malgré plusieurs actions de la COCQ-SIDA pour tenter de faire cesser cette pratique.

Rappelons que la COCQ-SIDA, notamment dans le cadre de la coordination de la Table sur l'emploi et les incapacités épisodiques mène, depuis plusieurs années, des actions afin de faire cesser l'utilisation abusive de formulaires de santé préembauche notamment au sein du réseau de la santé. Après avoir saisi la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) de ce dossier en 2011, la COCQ-

SIDA a interpellé le Ministre de la santé à plusieurs reprises.

Constatant que cette situation n'évolue pas, le Programme Droits a fait une nouvelle demande d'accès à l'information aux questionnaires préembauche des Centres intégrés universitaires de Santé et de Services sociaux (CIUSSS) à l'été 2015. Malgré certaines modifications, la plupart des questionnaires de santé comportent toujours des questions discriminatoires. En collaboration avec la Société de la Sclérose en plaques – division Québec, la COCQ-SIDA a rallié 27 organismes pour co-signer une lettre adressée à la CDPDJ afin de la saisir de cette question à nouveau. De plus, elle a organisé une conférence de presse pour dénoncer cette situation auprès du public. Dans cette lettre, adressée le 1^{er} février 2016 à la CDPDJ, il lui a été demandé de :

- Diriger et encourager une recherche permettant de mesurer la pratique d'utilisation de questionnaires de santé préembauche au Québec et faire au gouvernement des recommandations appropriées afin de faire cesser cette pratique;
- inviter le gouvernement à demander à tous les organismes gouvernementaux et paragouvernementaux de réviser leur processus d'embauche afin qu'il soit conforme aux dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne;
- inviter le gouvernement à prendre des mesures visant à permettre l'effectivité des dispositions des articles 18.1 et 20 de la Charte (adopter des mesures visant à faire reconnaître que si le candidat à l'embauche est tenu de répondre de bonne foi aux questions de l'employeur lorsque les questions portent sur les aptitudes ou qualités requises par l'emploi, le candidat ne peut être sanctionné et/ou congédié pour avoir décidé de se taire ou de ne pas répondre la vérité lorsque les questions posées sont sans lien avec les aptitudes ou qualités requises par l'emploi – Proposition de procéder à

une mesure législative voire une modification de l'article 18.1 de la Charte qui viendrait préciser cette interdiction de sanction et/ou de congédiement dans l'hypothèse où l'employeur poserait des questions sur l'état de santé sans lien avec les aptitudes ou qualités requises par l'emploi).

Au mois de mars 2017, la coordonnatrice du programme a rencontré, avec une représentante de l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD), un conseiller du Ministre de la Santé et des Services sociaux dans ce dossier. Ce dernier, sans faire de promesse, a montré une ouverture à l'étudier.

Perspectives 2017-2018

- Continuer à agir comme leader sur la question de la criminalisation de l'exposition au VIH au Québec, par l'entremise d'actions de plaidoyer tant au niveau national qu'international pour faire en sorte de réduire au maximum les impacts de la criminalisation sur le respect des droits des PVVIH et par la sensibilisation des principaux acteurs concernés (notamment dans le cadre de la participation au Groupe de travail sur la criminalisation)
- Pérenniser la diffusion du rapport sur l'accès aux soins dentaires sans discrimination pour les PVVIH par le maintien des relations établies avec les Ordres des dentistes et des hygiénistes dentaires, par le renouvellement des activités de sensibilisation dans les

CÉGEPS, la participation aux congrès dentaires et le développement de nouvelles actions de sensibilisation

- Pérenniser et développer le plaidoyer sur l'accès et le maintien en emploi des PVVIH, notamment grâce à :
 - o La collaboration et le partenariat avec d'autres organismes pour mener des actions visant à promouvoir l'accès et le maintien en emploi des PVVIH
 - o Faire un suivi des demandes faites à la CDPDJ au sujet des questionnaires de santé préembauche et mettre en place toutes actions utiles pour faire avancer ce dossier
- Poursuivre les réflexions et les travaux menés dans de nouveaux domaines de plaidoyer, notamment en droit de l'immigration et en droit des assurances
- Promouvoir les courts métrages sur la confidentialité du statut sérologique
- Développer de nouveaux partenariats, au niveau national et international, en matière de plaidoyer juridique en faveur du respect des droits des PVVIH.



Liz Lachapagne,
Coordonnatrice du programme
Droits de la personne et VIH

VIH INFO DROITS : LE SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

Lancé en janvier 2009, VIH INFO DROITS est un service d'information juridique s'adressant aux PVVIH, aux intervenants des organismes-membres de la COCQ-SIDA et à toute personne ayant une question ou une problématique juridique reliée au VIH/sida.

Ce service offre de l'information juridique, de l'accompagnement dans les démarches administratives et juridiques et réfère les usagers, si nécessaire, à des avocats ou des services plus spécifiquement adaptés à leurs besoins. Depuis un peu plus de 8 ans, plus de 1500 personnes ont fait appel à VIH INFO DROITS.

En 2016-2017, le nombre d'usagers s'est maintenu au même niveau que l'an passé, malgré une fermeture du service durant l'été 2016. VIH INFO DROITS a répondu aux demandes de 151 usagers. À titre de comparaison, le nombre d'usagers était de :

- 169 pour l'année 2009/2010
- 137 pour l'année 2010/2011
- 190 pour l'année 2011/2012
- 200 pour les années 2012/2013 et 2013/2014
- 230 pour l'année 2014/2015
- 150 pour l'année 2015/2016

Méthodologie

Pour les données qui vont suivre, chaque cas a été classé selon le ou les domaine(s) de droit concerné(s) par la demande. La catégorie « autres » correspond aux questions n'ayant pu être associées à aucun des domaines de droit principaux. Encore cette année, les demandes des usagers ont été très diversifiées. Parmi celles-ci, on retrouve des questions liées au droit de la famille et à la faillite. Certaines questions de cette catégorie « autres » n'étaient pas en lien avec le droit, mais plutôt liées au dépistage et aux risques de transmission du VIH. Cette année, nous avons jugé utile d'ajouter une nouvelle catégorie, soit celle du « logement » en raison d'une hausse notée des

demandes en lien avec l'accès au logement et les différentes problématiques reliées au droit du logement.

De plus, chaque cas a également été classé selon l'accompagnement réalisé par le service VIH INFO DROITS, lorsque des recherches ou démarches complémentaires se sont avérées nécessaires.

Finalement, chaque demande a été classée selon que l'utilisateur nous ait trouvés par le biais d'organismes-membres ou non, via Internet ou encore du fait que la personne connaissait déjà le VIH INFO DROITS.

Il est à noter que ces données ont une valeur descriptive et ont été compilées manuellement, de la façon la plus complète possible, par la responsable de VIH INFO DROITS. Une marge d'erreur est donc à prendre en considération.

Répartition des demandes selon les domaines du droit

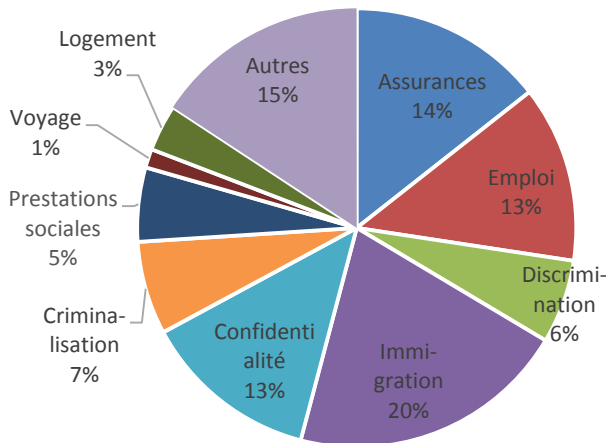
Cette année, le pourcentage des demandes en lien avec la discrimination et les cas de criminalisation s'est maintenu, se situant respectivement à 6 et 7 % du nombre total de demandes adressées à VIH INFO DROITS. Les questions relatives à la confidentialité se sont maintenues, se situant à 13%. Nous remarquons une certaine diminution des demandes en lien avec l'assurance; domaine qui arrivait en tête de liste l'année précédente. Les questions en lien avec les prestations sociales et le voyage ont également diminué. La nouvelle catégorie « droit du logement » inclut quant à elle 3% des demandes recensées. Finalement, de nouvelles tendances se dégagent, à savoir une augmentation substantielle des demandes en lien avec l'immigration et l'emploi.

Immigration

Cette année, les questions en lien avec l'immigration arrivent en premier rang avec une hausse marquée en comparaison avec l'année dernière, leur pourcentage passant

de 14% à 20%. Les questions concernent notamment les demandes de résidence permanente au Canada et le critère du « fardeau excessif pour les services sociaux et les services de santé », qui entrave actuellement l'obtention de la résidence permanente pour plusieurs PVVIH, les demandes de parrainage entre époux ou conjoints de fait et également, l'obtention de titres de séjours temporaires (visiteurs et étudiants).

Répartition des demandes selon les domaines du droit



Assurances

Les questions concernant les assurances sont encore une fois très nombreuses, malgré une diminution de leur pourcentage de 17 à 14%. Cette relative stabilité de la demande s'explique entre autres par les difficultés qu'ont les PVVIH à obtenir plusieurs produits d'assurance. Plus spécifiquement, les questions traitées concernent :

- la possibilité d'obtenir une assurance vie, une assurance médicaments (notamment pour les personnes immigrantes sans couverture maladie à leur arrivée)

- les aspects relatifs aux assurances invalidité (problème avec les clauses de conditions préexistantes, conditions d'obtention, cumul avec diverses aides ou avec un emploi)
- les aspects relatifs à la confidentialité des assurances collectives en milieu de travail.

Emploi

Les questions en lien avec l'emploi préoccupent toujours les usagers de VIH INFO DROITS. Il doit aussi être souligné que la majorité des demandes relatives à la discrimination est liée à la discrimination dans l'emploi. De plus, une partie importante des 14 % de demandes relatives aux assurances concernent les assurances fournies en milieu de travail.

Nous faisons donc le constat que, toutes catégories confondues, les questions posées par les PVVIH sont très souvent reliées, de près ou de loin, au milieu de travail.

Confidentialité

Les demandes en lien avec la confidentialité sont passées de 14 à 13 %. Ces demandes touchaient principalement des cas d'atteinte à la vie privée et de dévoilement du statut sérologique d'une PVVIH sans son consentement. Un nombre important de ces dévoilements s'effectue via l'intermédiaire de réseaux sociaux ou de sites de rencontre.

Criminalisation

En comparaison avec l'année précédente, le nombre de demandes relatives à la criminalisation de l'exposition au risque de transmission du VIH a légèrement diminué, se situant à 7 %. Cette année, ces demandes se répartissent de manière relativement égale entre les appels provenant de :

- personnes ayant eu des relations sexuelles avec des partenaires qui ne leur avaient pas dévoilé leur statut sérologique et qui souhaitaient connaître leurs recours juridiques

- PVVIH souhaitant connaître leurs obligations en matière de dévoilement dans le contexte sexuel
- intervenants souhaitant mettre à jour leurs connaissances afin de donner des informations justes à leurs patients
- personnes voulant se renseigner sur l'existence ou non de risques de criminalisation pour non-dévoilement d'autres ITSS.

Malgré la diminution du nombre de demandes, nous pouvons noter une constance indiquant que les questions soulevées reflètent une grande confusion au sujet de la compréhension et de l'utilisation du droit criminel pour contrer l'exposition au risque de transmission du VIH. Cette confusion s'est accompagnée cette année de quelques appels d'intervenants qui s'interrogeaient sur l'existence ou non de risque de poursuites en cas de non-dévoilement de l'herpès et de l'hépatite C. De plus, nous avons remarqué un plus grand nombre d'appel de personnes cherchant des informations relatives à des poursuites civiles en matière d'exposition/transmission du VIH ou d'autres ITSS.

Voyage

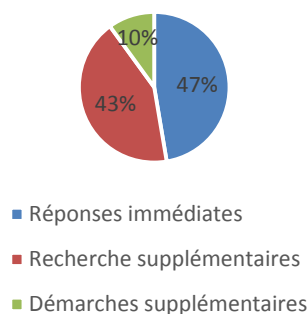
Finalement, le nombre de demandes traitées concernant les voyages a fortement diminué avec un pourcentage qui est passé de 5 à 1 %. Ces questions portent principalement sur l'existence ou non de restrictions pour les PVVIH souhaitant voyager à l'étranger et sur le transport de leurs médicaments.

Répartition des demandes selon l'accompagnement

Selon les demandes des usagers ou les problématiques vécues, 47% des cas ont pu se régler avec une réponse immédiate, et 43% des cas ont nécessité des recherches supplémentaires et/ou un suivi. Finalement, 10% des cas ont nécessité d'entreprendre des démarches supplémentaires au nom de l'utilisateur auprès des personnes ou institutions concernées.

On constate que depuis les dernières années, le service VIH INFO DROITS est de plus en plus impliqué dans des dossiers qui requièrent des recherches et des démarches supplémentaires.

Démarches supplémentaires



Répartition des demandes selon le type de démarches

Parmi les cas ayant nécessité une démarche, on retrouve en premier et deuxième rang les dossiers en lien avec la discrimination (33%) et les démarches auprès des organismes publics (27%). Suivent tout juste après les démarches en cas d'atteinte à la vie privée (20%).

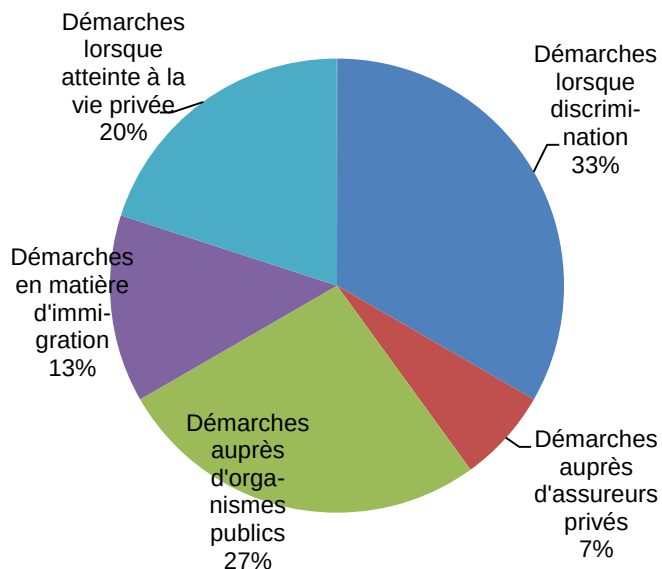
Voici des exemples de démarches effectuées par le service VIH INFO DROITS:

Discrimination

- Rédaction d'une mise en demeure adressée à l'employeur d'une usagère qui refusait la participation de cette dernière à une formation de secourisme pourtant ouverte à tous les salariés. Après l'envoi de la mise en demeure et une prise de contact avec le département des ressources humaines, l'employeur est revenu sur sa décision et a permis à l'usagère de suivre la formation aux mêmes conditions que ses collègues.

- Rédaction d'une mise en demeure à l'ex-conjoint d'une usagère qui refusait d'acquitter une dette envers elle en raison de son statut sérologique positif au VIH.

Répartition des demandes selon le type de démarches



Organismes publics

- Discussions avec la Régie d'assurance maladie du Québec concernant les régimes d'assurance médicaments non conformes et la possibilité pour une PVVIH d'être couverte par le régime public d'assurances médicaments afin de bénéficier du plafond annuel maximal concernant le coût des médicaments
- Démarches auprès de Retraite Québec concernant les conditions d'octroi du supplément pour enfant handicapé.

Atteinte à la vie privée

- Rédaction d'une lettre à une société d'information juridique demandant le retrait d'une décision judiciaire dévoilant le statut sérologique d'une usagère. Cette démarche a connu un dénouement positif avec le retrait de la décision

de la base de données concernée et le déréférencement par le moteur de recherche Google.

- Rédaction d'une mise en demeure pour dévoilement du statut sérologique d'une usagère sur son lieu de travail.

Assurances

- Prises de contact avec les compagnies d'assurances afin d'étudier la couverture d'assurance de l'usager, déterminer les sommes déboursées par l'usager et réclamer un montant payé en trop.

Immigration

- Rédaction de lettres à l'intention d'IRCC dans le cadre de demandes de résidence permanente selon lesquels les demandeurs ne représenteront pas un fardeau excessif pour les services sociaux et les services de santé du Canada.

Par rapport aux années précédentes, les démarches supplémentaires liées à l'immigration ont été moins nombreuses, se chiffrant à 13 %. Ceci s'explique par le fait que VIH INFO DROITS développe une connaissance plus approfondie des questions touchant l'immigration. Ce qui se traduit par plus de réponses immédiates et de recherches supplémentaires, sans qu'il ne soit nécessaire d'entreprendre des démarches supplémentaires. Par ailleurs, la réalisation d'un outil web explicitant l'impact du VIH sur les processus d'immigration peut être la source d'un plus grand nombre d'appel sur ces questions (voir p.17). Concrètement, lorsqu'une PVVIH ayant soumis une demande de résidence permanente contacte VIH INFO DROITS, le service aide cette personne à établir la preuve que le coût imposé aux services sociaux et de santé pour les 5 à 10 prochaines années se situera en dessous du seuil de coût fixé et mis à jour annuellement par IRCC.

Répartition des demandes selon le référencement

Cette année, c'est via le site internet de la COCQ-SIDA que les usagers ont été référés au service VIH INFO DROITS pour 24 % du nombre total de demandes. Cela s'explique en partie par l'augmentation des demandes en lien avec l'immigration; demandes reçues par courriel de personnes se trouvant en dehors du Canada et désirant en savoir plus sur le processus d'immigration.

En deuxième place, ce sont les organismes non membres situés dans la région de Montréal qui nous ont référé le plus de demandes. Parmi ces organisations, les cliniques médicales, hôpitaux et ressources psychosociales offertes en CLSC se démarquent des autres organismes en termes de nombres de personnes référées. Ainsi, tout porte à croire que les organismes non membres, principalement les professionnels de la santé dans la région de Montréal, continuent de référer leurs patients au service VIH INFO DROITS lorsque ceux-ci ont des problèmes de nature juridique.

De plus, on note qu'environ le quart des usagers nous ont été référés par les organismes-membres de la COCQ-SIDA. Parmi ces références, un peu plus de la moitié venait des organismes-membres hors de Montréal. Ce type de référencement démontre que l'éloignement des organismes-membres n'empêche pas ces derniers de référer à VIH INFO DROITS.

La plupart des organismes-membres qui réfèrent leurs usagers à VIH INFO DROITS ont reçu une séance d'information juridique. On constate donc que le réflexe de référer à VIH INFO DROITS est plus important lorsqu'un véritable lien a été créé entre le service et l'organisme-membre. Cela reflète l'importance pour le service d'augmenter son offre de formations sur les droits et le VIH aux organismes-membres.

L'ensemble de ces données tend à démontrer que VIH INFO DROITS est une référence en matière de renseignements juridiques dans le domaine du VIH et que les services offerts sont pertinents.

Perspectives 2017-2018

- Proposer davantage de formations sur les droits des PVVIH aux organismes-membres de la COCQ-SIDA, notamment par le biais de visioconférences et de webinaires;
- Développer le contenu juridique à la carte en continuant de publier et de mettre à jour les capsules d'information sur le site web de la COCQ-SIDA;
- Renforcer l'expertise de VIH INFO DROITS en matière d'immigration et consolider l'expertise acquise en matière d'assurances;
- Solidifier et développer le rôle premier de VIH INFO DROITS, à savoir, donner de l'information juridique, des formations aux PVVIH et aux organismes-membres;
- Renforcer la capacité de VIH INFO DROITS d'offrir des services d'accompagnement, de représentation des PVVIH et de référencement;
- Développer des liens avec d'autres structures afin de connaître davantage les services juridiques qui peuvent être offerts aux PVVIH.



Geneviève Binette,
Responsable du service
VIH INFO DROITS

PROGRAMME DE RECHERCHE COMMUNAUTAIRE

Qu'est-ce que la recherche communautaire? Ce sont des PVVIH, des intervenants, des chercheurs et des cliniciens qui se réunissent pour acquérir de nouveaux savoirs et savoir-faire, afin d'avoir un impact positif sur la santé et le contexte de vie des communautés affectées par le VIH.

Merci à tous les organismes et individus qui ont fait vivre le programme de recherche communautaire en 2016-2017 :

- PVVIH ou membres de communautés affectées par le VIH qui participent à l'élaboration de nouveaux projets, aux comités des projets de recherche, à la collecte ou l'interprétation de données de recherche
- 19 organismes-membres, dont 6 œuvrant à l'extérieur de Montréal
- Autres partenaires communautaires, universitaires et du réseau de la santé et des services sociaux
- Représentants d'organismes communautaires canadiens et internationaux qui ont participé à nos colloques et événements
- Stagiaires : Marianne Beaulieu (Universités sans murs et Université de Sherbrooke) et Joanna Kowalczyk (Université Concordia)

Projets répondant à un besoin du milieu communautaire

Un des principes de la recherche communautaire est de mettre en œuvre des projets de recherche pertinents pour les communautés affectées par le VIH/sida. Mais encore faut-il créer des occasions de rassemblement où ces besoins sont exprimés, mis en contexte et comparés les uns aux autres. Ce faisant, les personnes concernées évaluent les besoins prioritaires et de solides partenariats se créent, ce qui facilite la réalisation des projets pressentis. L'exercice peut s'avérer plus difficile qu'il n'y paraît! Une fois les besoins exprimés, que fait-on du résultat de cette consultation?

Est-ce que celle-ci est réellement un tremplin vers une programmation de recherche innovante?

Soucieux à la fois de mieux connaître les besoins prioritaires de recherche et d'opérationnaliser la démarche, un comité de travail diversifié a procédé à l'organisation d'un processus de consultation en ligne débouchant sur un grand rassemblement, la « Deuxième rencontre de recherche communautaire VIH/sida ». 20 organismes communautaires québécois, 6 cégeps ou universités, 5 institutions du réseau de la santé et des services sociaux, 2 organismes canadiens et 8 organismes communautaires internationaux y étaient représentés. À cette occasion, des questions de recherche pertinentes ont été rédigées.

Nous vous invitons à découvrir les besoins de recherche prioritaires en consultant le rapport publié en ligne :

<http://bit.ly/consultation2016>

L'Université hors des murs : Recherche et leadership communautaires

Dans le cadre du 84^e congrès de l'Association francophone sur le savoir (Acfas) à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la COCQ-SIDA, la Coalition PLUS et l'Université de Sherbrooke (UdeS) ont organisé un colloque sur la recherche communautaire. L'événement a représenté une occasion unique d'échanger sur nos pratiques, nos projets et nos défis. Les expériences panaméricaines de recherche et d'action communautaires ont permis de dégager trois enjeux majeurs :

- La mobilité : travailler, s'impliquer et faire de la recherche auprès de populations en mouvement
- L'intelligibilité : communiquer, informer, intervenir et faire le pont entre différentes communautés

- L'équité : des actions panaméricaines en recherche qui convergent vers la promotion des Droits humains

Nous remercions tous nos conférenciers, animateurs et partenaires pour ce beau moment de débat. Nous adressons un merci tout particulier aux associations membres de la Coalition PLUS qui ont participé à cette journée : IDH Bolivie et Kimirina Équateur.

Une autre année « MOBILISATRICE »



Dans le but de renouveler les efforts en prévention du VIH auprès des hommes gais et des HARSAH, les activités du projet MOBILISE! ont pris de l'ampleur au cours de la dernière année. Lancé en 2015, MOBILISE! vise à améliorer l'accès et le recours aux différentes options et stratégies pouvant être combinées pour réduire les risques de transmission du VIH et d'autres ITSS (la prévention combinée).

Ce projet innovateur de recherche-action et de mobilisation communautaire bénéficie du soutien financier du programme de recherche communautaire VIH/sida des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), du Réseau sida & MI des Fonds de recherche du Québec – Santé (FRQS) et du Centre PRATICS des IRSC sur le VIH/sida (PRATICS 2.0), ainsi que d'une subvention communautaire du Programme d'innovation Positive Action Canada accordée par ViiV Soins de santé.

Tout en s'adressant aux hommes gais et aux HARSAH à Montréal et à travers le Québec, MOBILISE! rassemble également une coalition de divers acteurs en prévention : COCQ-SIDA, Département de sexologie et Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM, RÉZO, ACCM,

Coalition PLUS, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, Clinique médicale L'Actuel, Clinique médicale OPUS, Clinique médicale du Quartier Latin, Direction de la santé publique de Montréal-Centre (DSP—Montréal-Centre), Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Fugues, Institut thoracique de Montréal, Maison Plein Cœur, MSSS, Portail VIH/sida du Québec, UdeM, UdeS, Université McGill, Warning Montréal, Centre de recherches et d'activités culturelles et communautaires pour les diversités (CReACC-Diversités) et LGBT in the City.

Cette année, nous avons atteint un rythme de croisière dans les activités du projet :

- Depuis octobre 2015, un total de 31 paires de recherche ont suivi une formation afin de devenir leader d'une « équipe citoyenne » (groupe informel composé d'amis ou de connaissances) et de mener une discussion communautaire sur la connaissance des stratégies de prévention et l'accès aux services de santé. Au total, 20 équipes ont été formées et 80 personnes ont participé à une discussion. Nous avons terminé ce volet de recherche et de mobilisation en décembre 2016
- En juin 2016, plus de 60 personnes ont assisté à la deuxième « soirée MOBILISE! » pendant laquelle des leaders d'équipes citoyennes ont partagé leurs constats par rapport à l'accessibilité des services de prévention et de santé pour les HARSAH
- Plusieurs artistes de la communauté ont créé des œuvres artistiques (photographie, bande dessinée, peinture) inspirés par MOBILISE! et nous ont généreusement donné la permission d'utiliser leurs visuels dans différents outils promotionnels du projet
- Entre mai 2016 et janvier 2017, nous avons mené une enquête en ligne par l'entremise d'un questionnaire afin de mieux comprendre les connaissances, les recours aux stratégies de prévention

et les barrières d'accès aux services de santé rencontrées. Au total, 1028 hommes gais et HARSAH ont répondu au questionnaire et 70% des répondants l'ont complété jusqu'à la fin

- Les membres de la Coalition et les partenaires du projet ont participé régulièrement à des rencontres, à la révision de textes et à l'orientation des activités;
- Nous avons utilisé des méthodes participatives afin que les partenaires du projet et des membres de la communauté puissent contribuer à l'analyse et l'interprétation des données recueillies. Ainsi, des rencontres de travail ont eu lieu en septembre 2016 et au cours de l'hiver 2017
- Plus de 15% des répondants au questionnaire en ligne ont rapporté être séropositifs. Nous avons donc réalisé des activités d'analyse et d'interprétation spécifiquement avec des hommes gais et d'autres HARSAS séropositifs afin qu'ils puissent partager leurs perspectives sur les données récoltées et faire valoir le rôle des personnes séropositives dans le renouvellement de la prévention du VIH
- En octobre 2016, plus de 70 personnes ont participé à un forum communautaire au Musée des beaux-arts de Montréal où des données préliminaires ont été présentées dans le but d'identifier des priorités communautaires et des pistes d'action pour améliorer l'accès aux services de prévention et de santé
- Les activités de communication et de promotion du projet ont été intensifiées. Le site web www.projetmobilise.org a été mis à jour régulièrement et nous avons plus que doublé le nombre d'abonnés au bulletin électronique. De plus, une vidéo promotionnelle ainsi que des entrevues avec des membres de l'équipe ont été diffusées sur les médias sociaux afin de promouvoir la participation au questionnaire en ligne. Ces capsules ont été vues des milliers de fois

Pour l'année à venir, l'accent sera mis sur la diffusion d'information et la réalisation d'activités afin de partager les résultats de la recherche avec divers membres de la communauté. On visera ainsi à accroître les connaissances et le recours aux stratégies de prévention combinée. Les outils d'information et les activités proposées viseront également à favoriser une réflexion sur le plan individuel et sur le plan communautaire quant aux enjeux liés à la santé sexuelle et aux moyens à mettre en place pour améliorer l'accessibilité des services de santé pour les hommes gais et les HARSAS de Montréal et d'ailleurs au Québec.



Pour la réalisation des équipes citoyennes, nous avons conçu une trousse d'animation qui a suscité beaucoup d'intérêt de la part des intervenants communautaires du Québec, d'ailleurs au Canada et dans d'autres pays. Nous allons donc procéder à une mise à jour de la trousse d'animation de MOBILISE! afin de rendre disponible une version révisée en format numérique. Cette nouvelle version sera plus facile à utiliser dans le cadre d'activités de terrain pour rejoindre les hommes gais et les HARSAS, et ce, dans le but d'explorer les enjeux relatifs à la connaissance, l'utilisation et l'accessibilité de la prévention combinée.

Nous allons également implanter une stratégie de mobilisation auprès des acteurs en prévention (intervenants de première ligne, cliniciens, responsables de la santé publique, décideurs). Cette stratégie comprendra l'élaboration d'un énoncé de

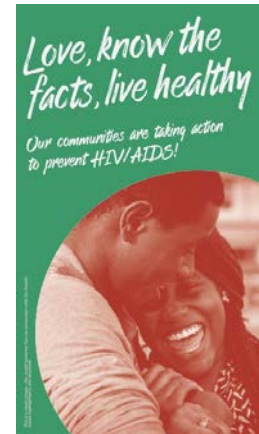
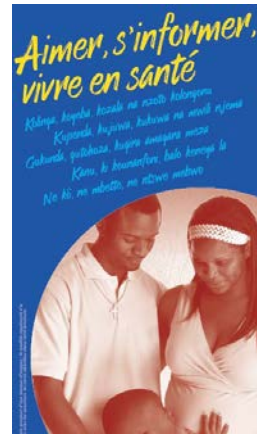
consensus sur les priorités d'action que les différents acteurs seront invités à endosser au cours des prochains mois. Le développement et la diffusion de cet énoncé prépareront le terrain pour l'organisation d'une rencontre de travail régionale à Montréal, à l'automne 2017. Cette rencontre nous permettra de présenter à l'ensemble des acteurs et des décideurs présents une synthèse des résultats de MOBILISE! et de développer un plan d'action à long terme (5 à 7 ans) pour améliorer l'accès à la prévention combinée à Montréal.

Le financement actuel du projet MOBILISE! prendra fin en décembre 2017. Nous allons donc collaborer avec l'UQAM et d'autres partenaires pour une nouvelle demande de fonds qui sera soumise aux IRSC en août 2017. Cette demande visera la réalisation d'une deuxième phase du projet MOBILISE!, à la fois à Montréal et en collaboration avec des équipes de recherche à Toronto, Ottawa et Vancouver qui développent des initiatives semblables.

« Aimer, s'informer, vivre en santé » : nos communautés s'impliquent en prévention

Entre juin 2013 et février 2014, 1105 Montréalais originaires de l'Afrique subsaharienne et 497 des Caraïbes anglophones ont répondu à l'appel et ont participé à une grande enquête (Enquête SSG-AFCAR) visant à améliorer les efforts de prévention du VIH, de dépistage et à offrir des services de santé appropriés à tous.

La COCQ-SIDA, GAP-VIES et la Direction de Santé Publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal ont alors lancé un projet de dissémination des résultats. De nombreux partenaires se sont réunis pour travailler de concert et créer deux dépliants désormais disponibles. Ces outils visent à restituer les données aux personnes concernées, informer les communautés et encourager le dialogue sur un sujet parfois tabou.



Le rapport complet de l'Enquête de surveillance de seconde génération du VIH auprès des communautés montréalaises originaires d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes anglophones, peut être consulté en français sur le site de la DSP—Montréal-Centre : www.dsp.santemontreal.qc.ca/publications (dernière consultation : octobre 2016) ou en anglais au : <http://bit.ly/SGS-AFCAR>

Une journée de mobilisation des connaissances pour les femmes

Le 21 avril 2016, l'équipe du projet de recherche PLURIELLES (sur la santé sexuelle et affective des femmes vivant avec le VIH) a offert une journée chaleureuse, d'échanges et de mise en commun des résultats à toutes les participantes et les intervenantes des organismes à l'échelle de la province ayant contribué au programme. Le projet de dissémination, mené par Joanne Otis, professeur agrégée de l'UQAM, prévoyait l'implication d'un comité d'organisation formé en majorité de paires. Une initiative à souligner et à reproduire!

À suivre : des projets innovants

L'exposition de Cultures du témoignage

La COCQ-SIDA est fière de participer avec Maria Nengeh Mensah, professeure agrégée de l'UQAM et les organismes Stella, GRIS Montréal et le Centre de lutte contre l'oppression des genres (Université Concordia) à l'organisation d'une exposition

à la maison de la Culture de Frontenac. Cette exposition, qui sera inaugurée en novembre 2017, mettra en valeur les témoignages publics des personnes qui s'identifient à une minorité sexuelle et de genre, les personnes intersexes et les personnes avec une expérience de travail du sexe. Pour plus d'information visitez le site du groupe de recherche Cultures du témoignage : www.culturesduteemoignage.ca



MONBUZZ.ca est un projet de recherche communautaire dirigé par les professeurs Mathieu Goyette et Jorge Flores-Aranda et par les codirecteurs de RÉZO, Frédérick Pronovost et Alexandre Dumond-Blais. C'est une étude menée par l'UdeS, RÉZO, COCQ-SIDA et d'autres partenaires du réseau de la santé et des services sociaux œuvrant autant en dépendance qu'en santé sexuelle. MONBUZZ est une plateforme web qui permettra aux hommes gais et aux HARSAH qui consomment des substances psychoactives de faire le point sur leur consommation, de connaître les liens entre celle-ci et leur sexualité, ainsi que d'évaluer leur motivation au changement concernant des comportements associés à la consommation ou à la sexualité.

Une fois ces bilans complétés, les participants pourront accéder à une intervention brève par clavardage avec un intervenant. Cette première phase vise à :

- Documenter le processus collaboratif entourant le développement du portail
- Documenter le processus d'implantation du portail
- Évaluer la faisabilité de mener une évaluation comparative des effets de différentes composantes d'interventions brèves en ligne auprès de ces hommes

La réalisation de ce projet a été rendue possible grâce à un financement de MAC AIDS Fund. Le projet a aussi reçu un

soutien financier de l'Initiative canadienne de recherche sur l'abus de substances afin de développer une deuxième phase visant à évaluer l'efficacité de cette intervention avec un essai contrôlé randomisé. Le portail sera lancé en mai 2017.

Phénix

Le but du projet Phénix est de permettre aux hommes gais et aux HARSAH de conjuguer l'érotisme et la réduction des risques à travers des ateliers interactifs. La COCQ-SIDA est l'un des partenaires clés de Phénix et a participé aux rencontres d'orientation du projet au cours de l'année; rencontres qui ont permis de travailler à la finalisation de la nouvelle version de ce projet.

Plateforme web TAVIE

L'équipe de José Côté, docteur à la Chaire de recherche sur les nouvelles pratiques de soins infirmiers (UdeM), continue le développement d'interventions avec une infirmière virtuelle. TAVIE en santé vise à faciliter l'adoption de comportements de santé par les PVVIH. Quant à TAVIE-Femme, elle vise à soutenir les femmes vivant avec le VIH dans l'autogestion des antirétroviraux. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : www.crsi.umontreal.ca/realisations/tavie

CHIWOS

Dans le cadre de l'étude canadienne CHIWOS (www.chiwos.ca) sur la santé sexuelle et reproductive des femmes vivant avec le VIH au Canada, de nouveaux résultats ont été affichés en ligne. L'équipe québécoise de l'étude est menée par la Docteure Alexandra de Pokomandy, docteure au Centre Universitaire de Santé McGill.

Des nouvelles du Centre PRATICS 2.0

Le poste de coordonnatrice de recherche communautaire fait partie depuis 2010 du Centre collaboratif de recherche communautaire des IRSC (un programme

du centre PRATICS). Le centre PRATICS 2.0 est un laboratoire virtuel pour la recherche interventionnelle, l'évaluation participative et la science des programmes, en matière de VIH, d'autres ITSS et d'hépatite C. L'équipe québécoise du Centre, menée par Ken Monteith (COCQ-SIDA) et Joanne Otis (UQAM), rassemble des chercheurs communautaires, des cliniciens, des universitaires et des représentants d'institutions gouvernementales et de santé publique.

En 2017, le Centre PRATICS a lancé l'atelier « Évaluez-moi ça! », une initiative à laquelle participent des dizaines d'équipes partout au Canada et trois équipes au Québec. Dans cet atelier, des intervenants d'organismes communautaires apprennent ou approfondissent les principes fondamentaux de la planification d'une évaluation à travers un programme de leur organisme.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : www.reachprogramscience.ca/evaluez-cest-2017/?lang=fr

Perspectives 2017-2018

Le programme de RC va appuyer l'année prochaine des projets qui répondent aux besoins identifiés lors de la deuxième rencontre de recherche communautaire : l'accès aux soins et aux services, la stigmatisation liée au VIH, la prévention du VIH et le VIH et le vieillissement sont les thèmes prioritaires à aborder. D'ores et déjà plusieurs projets et initiatives ont été lancés et les actions vont être consolidées dans les mois qui viennent.



Aurélie Hot
Coordonnatrice
de la recherche



Thomas Haig
Coordonnateur du
projet MOBILISE!

Merci à nos bailleurs de fonds



COMMUNICATIONS

Sélectionner les meilleures voies, les meilleurs outils pour échanger, informer, éduquer, sensibiliser et agir communément ensemble : l'essentiel des communications de la COCQ-SIDA.

L'année 2016-2017 a été une année bien remplie. On compte notamment au rang des réalisations le lancement d'une nouvelle campagne de communication à l'intention des hommes gais, bisexuels et des HARSAH, le lancement d'un message d'intérêt public affirmant que la Coalition et ses membres croient qu'il est possible de mettre fin à l'épidémie du sida et du VIH au Québec et la relance du comité Communications.

Cette année a aussi été celle où Yolaine Maudet, adjointe aux communications, a entamé une nouvelle carrière. Le coordonnateur aux communications et l'ensemble de l'équipe de la COCQ-SIDA tiennent à la remercier pour son professionnalisme et son apport indéniable au secteur des communications.

Ensemble, préparons un monde sans sida ni VIH

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1er décembre 2016, la Coalition et l'ensemble de ses membres ont affirmé publiquement qu'il est possible de mettre fin à l'épidémie du sida et du VIH, au Québec et ailleurs dans le monde. Du moment que l'ensemble des instances concernées travaille de concert et que ces instances peuvent compter sur les ressources, tant humaines que financières, cet objectif peut être atteint. C'est sous le vocable :

Ensemble, préparons un monde sans sida ni VIH

que le mouvement communautaire de lutte contre le sida s'est rallié, car il permet de bien saisir l'importance de travailler ensemble et d'allouer les efforts nécessaires à un monde où l'on verra disparaître, en

premier lieu, le sida, suivi de l'éradication du VIH.



Le lancement de ce message est le fruit d'un travail consensuel de longue haleine. En janvier 2016, un comité de travail, composé de représentants de huit organisations, a eu le mandat de créer ce message. Par la suite, il y a eu une alliance entre ce comité et le Comité du 1er décembre puisqu'il a été décidé, à l'AGA 2016 de la Coalition, que le lancement de ce message serait l'événement public du milieu communautaire VIH/sida à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

Ainsi, les deux comités ont travaillé de concert à la mise en œuvre d'un plan de communication public afin que l'ensemble des membres puisse intégrer ce message à leurs actions et leurs activités et qu'ils puissent l'utiliser en toute occasion. Indéniablement, le lancement de ce mes-



sage a été un moment fort de la vie de la Coalition, du fait que la quasi-majorité de ses membres se sont mobilisés et qu'ils ont utilisé, de multiples façons, ce message.

Nous tenons à remercier les représentants des organismes suivants vu leur contribution au succès de ce projet :

Comité message commun : ACCM, Centre Sida Amitié, Dopamine, L'Anonyme, L'Arche de l'Estrie, Maison d'Hérelle, Portail VIH/sida du Québec et Sydalis.

Comité 1er décembre : BLITS, BRAS Outaouais, CACTUS, Centre Sida Amitié, MIELS-Québec, MIENS et Sidaction Mauricie.

Un merci spécial à Jacques Gélinas, bénévole impliqué au BLITS et à la COCQ-SIDA, pour le temps consacré à ce projet et pour avoir accepté de réaliser de nombreuses entrevues médiatiques.



Photo : Josie Desmarais 1^{er} décembre 2016, journal Métro)

Sexe au menu. Combine tes ingrédients !

Le 23 juin 2016, la COCQ-SIDA a lancé une nouvelle campagne de communication à l'intention des hommes gais, bisexuels et des HARSAH.

Intitulée *Sexe au menu. Combine tes ingrédients!*, cette campagne vise à informer ces hommes de l'existence de six stratégies de prévention du VIH et de les sensibiliser à l'importance de les combiner, selon leurs désirs, afin d'en augmenter l'efficacité. Ce message permet de

comprendre, qu'en plus du condom, il existe d'autres méthodes de prévention et qu'il est possible de sélectionner celles qui se marient le mieux à ses désirs et ses comportements sexuels.



La campagne s'est déployée à travers diverses voies de communication, telles l'affichage dans le réseau de la Société de transport de Montréal et l'affichage dans des lieux de socialisations (bars, restaurants de plusieurs grandes villes du Québec dont, entre autres, Chicoutimi, Hull, Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières). Un volet promotionnel sur le web a aussi été intégré à la campagne à travers différentes publicités publiées sur des sites de rencontres tels Gay411 et Squirr, des applications telles Scruff et Grindr et via les médias sociaux tels Facebook et Twitter.

Les campagnes à l'intention des hommes gais, bisexuels, des hommes trans et des HARSAH réfèrent comme toujours à Prêt pour l'action (www.pretpourlaction.com), le site qui leur fournit de l'information sur leur santé sexuelle et sur les moyens de prévenir une infection au VIH. Le lancement de la nouvelle campagne a généré une

augmentation de près de 500 % du trafic sur le site.

La création d'une telle campagne ne peut voir le jour sans l'apport précieux des membres du Comité hommes gais et HARSAH (voir p.13). Ses membres, de par leur expertise terrain, sont en mesure d'identifier les sujets méritant d'être traités dans le cadre d'une campagne de communication. Ils participent à toutes les étapes de réalisation de la campagne : du choix du sujet à aborder à la création des outils promotionnels et du plan de placement médiatique. Nous tenons à les remercier pour leur investissement dans ce projet.

Comité Communications

Dans le dernier trimestre de l'année 2016-2017, le Comité Communications s'est réuni pour la première fois en plus de trois ans. Il avait été décidé de suspendre les activités du comité à cause de la surcharge de travail au secteur des communications. Cette rencontre a permis de revenir sur les actions passées et de discuter de l'avenir du comité. La révision complète du mandat du comité, afin de déterminer son rôle, ses responsabilités, etc. sera la première tâche réalisée au courant de la prochaine année.

Le comité a pour but de : « *Sous la responsabilité du CA, le Comité Communications est garant de l'image de la COCQ-SIDA et de la cohérence de l'ensemble des communications avec la philosophie de l'organisme. Son rôle est consultatif dans le but d'optimiser l'efficacité du secteur, d'approfondir toutes réflexions sur les enjeux de communications et d'assurer une réponse adéquate et efficace aux priorités communicationnelles de la coalition, de ses membres et de ses comités de travail.* »

Siègent sur le comité des représentants du BLITS, du BRAS-Outaouais, du Centre Sida Amitié, d'IRIS-Estrie et de RÉZO. Le secteur des communications les remercie pour leur implication.

Plan de communication et de promotion

Un plan de communication devait être élaboré en 2016-2017. Ce dossier a été mis sur la glace afin d'arrimer ce plan avec la planification stratégique de la COCQ-SIDA et son plan d'actions en cours de réalisation.

Un premier plan de promotion a été créé, mais non mis en place, car il nécessite quelques remaniements afin d'être intégré harmonieusement à toutes les tâches du secteur.

Les sites web de la COCQ-SIDA

Au cours des dernières années, la COCQ-SIDA a mis en ligne de nombreux sites web dans le but d'informer divers publics sur différents sujets – santé sexuelle, prévention du VIH, planification en cas d'inaptitude – ou dans le but d'outiller les intervenants.

Le parc informatique compte un nouveau venu, soit le site immigrationvih.ca à l'intention des intervenants qui travaillent auprès de personnes en processus d'immigration au Canada.

À ce jour, la Coalition gère 11 sites web. La maintenance et l'analyse de ce parc informatique sont cause d'une importante charge de travail.

cocqsida.com

Le site principal de la COCQ-SIDA a été visité par 42 915 personnes, pour un total de 53 247 visites. Cela représente presque un tiers de plus de visites par rapport à l'an passé (38 433).

Nombre d'organismes ayant utilisé le babillard de la COCQ-SIDA pour diffuser leurs activités : 11

ACCM, l'Arche de l'Estrie, CACTUS, Dopamine, GAP-VIES, GEIPSI, Maison D'Hérelle, Maison du Parc, Portail VIH/sida du Québec, REZO, Stella.

Les capsules VIH INFO DROITS et la section Membres sont les sections les plus visitées.

Il est à noter que ce site, lancé en 2010, ne répond plus adéquatement aux besoins de

la COCQ-SIDA. Au départ source d'information à l'intention des organismes-membres, il est devenu une référence pour de nombreux autres publics. Comme sa structure n'est pas du tout adaptée à ces nouveaux publics, nous avons entamé des démarches pour une refonte complète du site.

Les sites web à l'intention des organismes-membres

portevoixvih.org



Lancé à l'automne 2015, ce site est à l'intention des intervenants du milieu VIH. Il fournit de l'information sur l'ensemble des enjeux concernés lors du témoignage public de PVVIH. Le Porte-voix propose divers outils pour la mise en place d'un accompagnement éthique et solidaire.

Au cours de l'année, 467 personnes ont visité ce site, pour un total de 615 visites. En moyenne, les visiteurs ont navigué sur le site durant 1,16 minute et vu 1,86 page. Dans le domaine du web, cette durée est considérée comme une fréquentation de qualité où les visiteurs trouvent ce qu'ils cherchent. Par contre, une analyse des données a permis de constater que les visites d'une durée plus longue que 30 secondes proviennent majoritairement de sources douteuses. On peut ainsi conclure que le site est peu ou pas utilisé par les intervenants du milieu VIH québécois.

immigrationvih.ca

En février 2017, la COCQ-SIDA a lancé un nouveau site à l'intention des intervenants des organismes-membres œuvrant auprès des personnes migrantes et aussi pour toutes personnes intervenant auprès de cette population. Étant donné qu'il a été publié tout récemment, les données de fréquentation de mars seront intégrées à celles comptabilisées l'année prochaine.

Le site web à l'intention des PVVIH

vihplanificationmaladie.org



Ce site se veut un outil d'information à l'intention des PVVIH sur ce qui doit être réalisé afin de planifier à l'avance un épisode de maladie grave ou son décès.

Au cours de l'année, le site a été visité 796 fois par 656 personnes. Elles ont navigué sur le site durant une période moyenne de 55 secondes. Tout comme le site du Porte-voix, la totalité des visites de durée significative ne provient que de sources douteuses. On ne compte aucune visite en provenance du Québec.

Le site web à l'intention des personnes vivant avec le VIH et du grand public

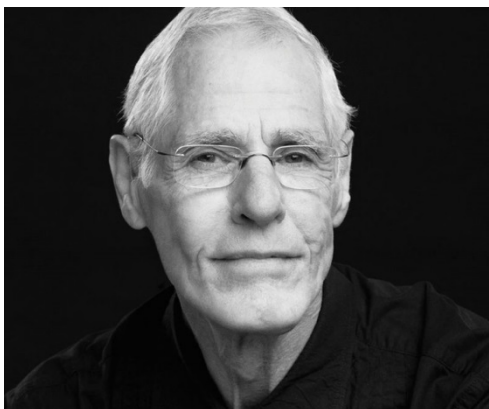
jesuisseropo.org

Le site Je suis séropo a deux vocations : celle de lutter contre la stigmatisation et la discrimination des PVVIH, et celle d'offrir un lieu de discussion aux PVVIH au Québec. Il s'adresse donc à deux populations totalement différentes.

Au cours de l'année 2016-2017, 8377 personnes ont visité ce site, pour un total de 9809 visites.

Son blogue

Cette année, 9 billets ont été publiés sur le blogue. On y retrouve, entre autres, 3 billets de Jacques Gélinas, porte-parole de la campagne Je suis séropo. Le ton des billets de Jacques est en complète harmonie avec la philosophie du blogue qui se veut être un lieu d'échange et de soutien par et pour les PVVIH. Chacun de ses billets réfère à son vécu, ses aspirations, et ses désirs en tant qu'être humain à part entière.



Sur www.jesuisséroppo.org, nous vous proposons de découvrir *Les défis de vivre avec le VIH en 2016, Séropositif : savoir ou ne pas savoir* et Arrêtons d'avoir peur.

Défi Je suis séropo

Depuis le lancement du Défi Je suis séropo, plusieurs personnes ont accepté de porter, en public, un t-shirt sur lequel il est inscrit Je suis séropo. En cette année 2016-2017, Édith a continué sa mission et a porté le t-shirt à 3 occasions. Des étudiants en pharmacie de l'UdeM ont aussi décidé de relever le défi.

Dans les épisodes 6, 7 et 8, publiés sur le blogue, Édith a rapporté différentes interactions ou réactions qu'a suscitées le t-shirt et nous a fait part de ses impressions. Entre autres, elle a porté le t-shirt lors d'un colloque en sexologie et d'une retraite étudiante (épisode 8, 23 novembre 2016). Au cours du colloque, elle a vécu une expérience qui l'a laissée totalement panotée, émotive et pleine de questions ; situations que vivent régulièrement les PVVIH :

« La cerise sur le sundae est qu'à notre départ, il m'a lancé un "salut séropo !". Je suis restée sans mot... Pour vrai, je ne sais pas encore aujourd'hui comment prendre ceci. La question est surtout : comment réagir dans ces situations ? ... Que répondre ? Juste laisser les choses aller ? J'étais prise entre deux émotions contradictoires : l'envie d'hurler ma rage ou de pleurer. Je me suis abstenue et ai ravalé le tout. »



Tandis que durant la retraite, son expérience a été aux antipodes de celle vécue au colloque :

« À la table, une collègue m'a demandé directement si j'étais séropositive et m'a dit qu'elle souhaitait pour moi, que je ne le sois pas. Je lui ai demandé de m'expliquer : elle m'a parlé de santé et de stigmatisation. Qu'elle trouverait cela triste que j'aie à vivre cela. Ça m'a beaucoup touché. C'est cette réaction que je trouve la plus "normale" vis-à-vis ces défis. »

Quant aux étudiants en pharmacie de l'UdeM, 2 étudiantes et 1 étudiant ont relevé le défi Je suis séropo. Caroline, Justine et Sébastien ont réalisé une vidéo où ils rapportent leurs expériences sous forme de témoignages et de reconstitutions exposant ainsi les préjugés et la discrimination auxquels ils ont fait face.

Découvrez les épisodes d'Édith et le billet des étudiants en pharmacie sur www.jesuisséroppo.org



Les sites web à l'intention de la communauté gaie et des HARSAH

pretpourlaction.org



Le site web www.pretpourlaction.org a pour but de rendre accessible toute information utile sur la sexualité, afin que les hommes gais, les HARSAH, les hommes bisexuels et les hommes trans puissent prendre des décisions éclairées quant aux moyens de préserver leur santé sexuelle.

- 30 278 visites pour 23 969 personnes rejointes
- 26 572 visites sur la version française du site pour 20 593 personnes rejointes
- 3706 visites sur la version anglaise du site pour 3376 personnes rejointes

Par rapport à l'an passé, on constate qu'il y a eu 2000 visiteurs de plus. Ce qui se justifie par le lancement de la campagne *Sexe au menu : Combine tes ingrédients!* Cependant, ayant noté une augmentation importante des visites durant la période promotionnelle de cette campagne, cette augmentation de 2000 visiteurs laisse présager que le nombre de visites mensuelles, non liées à campagne, a diminué. En effet, le nombre de visites est tombé sous la barre des 2000 par mois en moyenne, par rapport à une moyenne de 2300 visites mensuelles en 2015-2016.

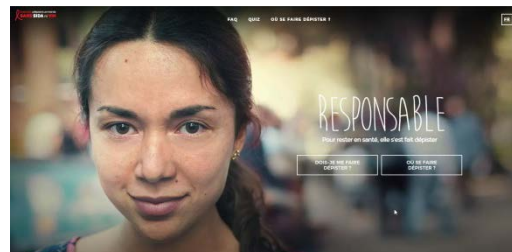
stopserophobia.org

Ce site a connu une diminution substantielle de visites passant de 15 575 en 2015-2016 à 6690 en 2016-2017. On ne peut rien conclure de ces statistiques vu que, l'an

passé, la majorité des visites provenaient de sources malveillantes.

Le site web à l'intention des communautés ethnoculturelles

sefairedépister.ca



Le site www.sefairedépister.ca se veut faire la promotion de l'importance du dépistage du VIH et d'une saine santé sexuelle auprès des personnes issues des communautés haïtienne, africaines, caribéennes anglaises et hispanophones du Québec.

Ce site a aussi connu une diminution substantielle du nombre de visites passant de 9458 en 2015-2016 à 736 pour l'année 2016-2017. Le nombre de personnes rejointes s'élève à 600 par rapport à 8700 l'an passé. Dans le contexte où il n'y a eu que peu de promotion du site au cours des dernières années, on ne peut rien conclure de ces chiffres. On peut cependant émettre quelques hypothèses, notamment que la protection du site contre l'hameçonnage a été accrue, bloquant ainsi l'accès aux entités malveillantes. Une deuxième hypothèse que l'on peut proposer est que les statistiques de 2016-2017 permettent d'établir un portrait plus juste de la fréquentation du site.

Premièrement, le temps passé sur le site a considérablement augmenté, passant d'une moyenne de 36 secondes en 2015-2016 à 1 minute en 2016-2017. Cette moyenne de 2016-2017 est fortement affectée à la baisse, car il s'agit du temps global des visites sur les versions française, anglaise et espagnole. Les personnes lisant la version française (n = 21) a passé en moyenne 2,31 minutes, 1,20 minute pour celles lisant l'anglais (n = 57) et 0 seconde pour celles lisant l'espagnol (n = 8). En deuxième lieu, il

est à noter que Google Analytics n'a pu fournir de données pour quelques 500 visites. Les 87 personnes concernées par les chiffres du temps de fréquentation du site ont visité le site 90 fois sur un total de 230 visites pouvant être analysées. Ces données permettent donc d'établir que le nombre de visites où les visiteurs ont pu s'informer sur un ou différents sujet(s) se situe entre 0 et 82. Ce nombre est plus réaliste, vu que pour seule promotion, c'est celle réalisée par les organismes-membres, qui ont utilisé le matériel de la campagne dans le cadre de leurs activités d'information et de sensibilisation.

Le site web à l'intention des femmes *dansmonsac.ca*



Ce site a été lancé à l'été 2015 dans le cadre d'une campagne visant à sensibiliser les femmes en matière de santé sexuelle et à promouvoir différentes stratégies pour éviter une infection au VIH et autres ITSS dans un esprit de plaisir et de pouvoir face à leur sexualité.

Comme le site a gagné un prix de design international, le nombre de visites et de visiteurs a encore été élevé cette année : au total, 22 201 personnes ont visité le site 28 914 fois. Il est donc impossible de savoir le nombre exact de personnes issues du public cible ayant visité le site pour y trouver de l'information.

Le site web à l'intention du grand public *pensepositif.org*

Ce site a été lancé à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida 2015. Il s'adresse à la population en général et fournit de l'information sur les mythes et les

nouvelles réalités concernant la transmission du VIH dans 7 différentes situations du quotidien : milieu de travail, voisinage, milieu de soins alternatifs, amitié, romance, sport et maternité.



Le nombre de visites pour 2016-2017 s'élève à 1133 (929 visiteurs) par rapport à 3290 visites (2671 visiteurs) l'an dernier. Cette diminution est normale, vu que la campagne a été lancée en 2015-2016 à travers un plan promotionnel bien ficelé. Il est à noter que nous n'avons pas promu ce site au cours de l'année 2016-2017.

Sur le compte YouTube de la COCQ-SIDA, les vidéos de la campagne les plus populaires sont : travail : 36 % pour 21 visionnements, récupération de seringues utilisées : 14 % (8) et voisinage : 14 % (8). Notons que ces pourcentages représentent les segments du nombre total de visionnements des vidéos de cette campagne.

Les médias sociaux

La création de communautés à travers les médias sociaux se fait sur plusieurs années. Il faut y consacrer du temps afin d'établir les bases d'une communication franche, honnête et personnalisée. Le contenu doit refléter le professionnalisme de la COCQ-SIDA tout en ayant un caractère très humain, très proche des gens.

Facebook

Nous avons atteint 1500 mentions J'aime par rapport à 1330 l'an passé. Au cours de l'année, nous avons mis en ligne 86 publications vues par de 40 à 2700 personnes. Nos publications sont commentées, partagées

ou aimées par environ de 20 à 60 personnes. Le billet vu par 2700 personnes concernait le lancement de la campagne *Sexe au menu* (voir p. 32). Un article sur les jeunes et le VIH a été vu par 2400 personnes, un billet de Jacques par 1800 personnes et deux communiqués de la Coalition ont aussi été vus des milliers de fois.

Facebook a apporté une modification aux statistiques des visites par tranche d'âge. L'an dernier, 46 % des visites ont été faites par des jeunes de 18 à 34 ans, et 39 % par des personnes âgées de 35 à 44 ans. Pour 2016-2017, les groupes d'âge sont 18-25 et 25-44. Ce sont les 25-44 ans qui ont le plus fréquenté notre page. Autant de femmes (52 %) que d'hommes (46 %) la visitent.

Twitter

Nous avons comptabilisé 936 abonnés (735 l'an passé) et publié 168 tweets au cours de l'année, pour un total de 1944 tweets depuis le lancement du compte en 2012.

Il y a très peu d'interactions sur Twitter, à cause notamment des modalités de discussion modifiées par l'entreprise. On fréquente surtout Twitter pour suivre l'actualité en lien avec nos champs d'intérêt et pour publier nos actualités.

YouTube

Il y a eu au total 5397 visionnements de l'une ou l'autre des vidéos que l'on retrouve sur notre compte YouTube (l'an passé : 3530 visites). C'est une augmentation de près de 2000 visionnements. En moyenne, les visiteurs ont passé 3 minutes à visionner une ou plusieurs vidéos. Contrairement à l'an passé, la source des visites est plus diversifiée. 27 % des visionnements ont été générés par le site Je suis séropo, 27 % par Facebook, suivi par Google avec 11 %. Le 35 % restant provient d'un grand nombre de sources différentes.

40 personnes se sont abonnées à notre compte. C'est 7 de plus que l'an passé.

Les vidéos les plus visionnées au cours de l'année sont : *Parfaite pour l'emploi* (1709 vues, 32 %), Richard de la campagne Je

suis séropo (386, 7,2 %), webinaire Mon Buzz (351, 6,5 %), Jennifer pour le Défi Je suis séropo (340, 6,3 %) et Alexandra de la campagne *Je suis séropo* (305, 5,7 %)

Fiches sur les médias sociaux

Après plusieurs années de travail, la COCQ-SIDA a publié deux fiches sur les médias sociaux (Facebook et Twitter) à l'intention des organismes-membres. Ces fiches fournissent de l'information permettant de bien comprendre chacun de ces médias et de découvrir leur apport au travail des organismes. L'année prochaine, une fiche sur Instagram sera aussi publiée.

La COCQ-SIDA remercie grandement Marie Drapeau, stagiaire du Cégep du Vieux-Montréal, pour la réalisation de ces fiches.

Médias sociaux et mondialisation

Aux refus de publication de Google Ads et YouTube l'an passé, s'ajoute cette année le refus de publication de Facebook de la campagne *Sexe au menu* (voir p. 32). Facebook, après 4 semaines de publications, a bloqué les publicités payantes de la campagne, stipulant qu'elles sont à caractère sexuel et qu'elles réfèrent à un site pornographique... ! Il n'est donc plus possible de faire de la publicité pour ce site sur Facebook. C'est très malheureux, car les 4 semaines où nous avons eu de la publicité ont généré un fort trafic (près de 2000 personnes).

Les démarches auprès de Facebook ont été infructueuses. Nous avons reçu un avis très clair spécifiant que la décision était finale, que le dossier était clos et que la missive mettait fin à la discussion.

La COCQ-SIDA dans les médias

En 2016-2017, la COCQ-SIDA a été moins présente dans les médias que l'année précédente. La Coalition s'est exprimée sur une douzaine de sujets différents pour une vingtaine de mentions à travers articles, entrevues et reportages (par rapport à 50 l'an passé). Cette diminution peut s'expliquer par le fait que la Coalition n'a pas orga-

nisé de conférence de presse cette année. Elle en avait réalisé deux en 2015-2016.

Cette année, 7 communiqués de presse ont été diffusés (5 l'an dernier) :

- Sida, tuberculose, paludisme : à quand la fin des épidémies ?
- Sexe au menu. Combine tes ingrédients !
- « En finir pour de bon avec le sida » au Canada : derrière les slogans des actes !
- Financement fédéral pour le VIH, un processus imparfait, des résultats imparfaits
- La COCQ-SIDA invite à se (re)mobiliser autour du VIH/sida
- Questionnaire préembauche, la COCQ-SIDA salue la décision du Tribunal des droits de la personne tout en restant vigilant
- Mettre fin à la criminalisation du VIH, une invitation à la ministre de la Justice du Québec

Collaboration internationale

Nous continuons l'étroite collaboration avec Aides France et le Groupe Sida Genève dans la création du trimestriel *Remaides*, *Remaides Suisse* et *Remaides Québec* (voir p.11).

Au printemps 2016, la COCQ-SIDA a travaillé de concert avec la Coalition PLUS dans le cadre de la rencontre de financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui s'est déroulée à Montréal. S'agissant de la première participation du secteur des communications à un événement politique d'envergure internationale, nous avons surtout apporté du soutien à la Coalition PLUS. Nous avons aussi tenté de faire valoir auprès des médias, suite à l'annonce du gouvernement canadien d'augmenter sa contribution au Fonds, l'importance d'augmenter le finance-

ment en sol canadien et les sensibilisé sur le fait que le Canada fait piètre figure dans son combat contre le VIH en sol canadien.

Nous tenons à remercier Alix Zuinghedau de la Coalition PLUS de nous avoir initié aux enjeux politiques internationaux.

Perspectives 2017-2018

- Finaliser les documents de gestion du Comité Communications
- Créer un plan de communication triennal arrimer au plan d'actions (en cours de réalisation) et à la planification stratégique
- Peaufiner le plan de promotion pour assurer une visibilité constante de l'ensemble outils de communication de la COCQ-SIDA
- Poursuivre les démarches pour la refonte du site web de la COCQ-SIDA
- Travailler de concert avec le Comité communautés ethnoculturelles au lancement d'outils de communication en lien avec la campagne *Se faire dépister*
- Tester des outils d'évaluation de campagnes de communication de concert avec la responsable du transfert de connaissance
- Faire croître la communauté des PVVIH affirmant « C'est le sida qu'il faut exclure par les séropositifs » sur le blogue Je suis séropo.



René Légaré
Coordonnateur aux
communications



Marie-Élaine LaRochelle
Adjointe
aux communications

TABLE PROVINCIALE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE VIH/SIDA

Se loger de manière adéquate est une condition de base pour amorcer un processus d'amélioration de sa qualité de vie. Les maisons d'hébergement communautaire VIH/sida ont ainsi pour mission commune d'offrir non seulement un toit, mais tous les services et soins nécessaires pour que le séjour de la personne lui soit bénéfique.

Les besoins des personnes hébergées ont énormément changé au fil du temps. Les maisons se sont adaptées pour mieux y répondre et faire du séjour des personnes, qui ont choisi de passer quelque temps chez nous, un tremplin vers une vie plus facile. Aujourd'hui, nous voyons une variété d'hébergement, alors qu'au début, nos maisons se ressemblaient et étaient toutes des maisons de soins palliatifs.

Certaines maisons doivent toujours accueillir des personnes en soins palliatifs, mais le nombre de ces résidents a diminué de manière drastique. Le retour à la vie, la stabilisation de la santé et la reprise de forces font partie de notre quotidien, mais également le vieillissement, la complexification des maladies se développant autour du VIH/sida, la toxicomanie, les problèmes de santé mentale et la défense des droits.

Les maisons ont donc été amenées à diversifier leurs offres de service. Les plans d'intervention ont changé, ainsi que le style d'hébergement offert. Cela va de l'hébergement de type « centre de crise » aux appartements financés dans le cadre du Supplément au loyer, en passant par des appartements satellites, des studios, des appartements partagés et le suivi post-hébergement de personnes en logement régulier. Soulignons toutefois que la majorité des personnes accueillies dans nos maisons ont un parcours de vie difficile. Elles ont en commun de vivre ou d'avoir vécu beaucoup d'instabilité au cours des dernières années.

Devant la complémentarité des services en hébergement, la Table provinciale des maisons d'hébergement communautaire VIH/sida joue un rôle de plus en plus important. Elle permet d'échanger sur nos pratiques, de dresser un meilleur portrait des besoins en hébergement et des manques, et de créer une synergie qui solidifie notre réseau.

Dans la réponse québécoise à la lutte contre le sida, l'hébergement représente un secteur primordial et occupe une place centrale pour les personnes vivant avec le VIH ou le sida. Les recherches démontrent que sans un chez-soi stable, il est quasi-impossible d'améliorer sa qualité de vie. Les organismes communautaires offrant des services d'hébergement sont donc au centre du travail de **RÉAPPROPRIATION DE SOI**.

Il a été difficile pour les membres de la Table provinciale de se rencontrer en 2016-2017 : une seule rencontre s'est tenue en marge de l'AGA de la COCQ-SIDA.

En 2017-2018, le projet de statistiques communes qui continue de susciter l'intérêt de l'ensemble des directions sera un enjeu important.

Nous n'avons pas eu de rencontres avec nos partenaires du « housing » canadiens et américains. Toutefois, des liens informels restent vivants et des contacts réguliers avec nos partenaires permettent de rester au fait de nos réalités respectives.



Hélène Légaré
Déléguée

FINANCEMENT FÉDÉRAL

Cette année a été vouée en grande partie à l'enjeu du nouveau programme de financement fédéral en VIH, VHC et ITSS : le Fonds d'initiatives communautaires (FIC). Les lettres d'intention déposées par les organismes au mois d'avril n'ont pas eues de réponse avant la fin septembre. Puis, les réponses obtenues ont été peu éclairantes en termes de continuité d'actions, de couverture des populations et des régions, ainsi qu'au niveau des commentaires spécifiques sur les projets proposés. Quant à l'enveloppe réservée aux projets « nationaux », nous n'étions ni satisfaits du nombre de projets en fonction des besoins au Québec, ni rassurés sur la capacité de réaliser des actions en français.

Voulant encourager le financement pour davantage de projets plutôt que de gêner l'ASPC ou la ministre de la Santé, nous avons privilégié une approche « d'arrière-scène ». Cette démarche a mené à une rencontre avec la présidente de l'ASPC, l'administrateur en chef de la Santé publique du Canada et d'autres représentants de l'Agence, en présence des représentants de la Santé publique du Québec. La délégation comprenait aussi CAPAHC, notre organisme partenaire de lutte contre le VHC. Il en a résulté un engagement à poursuivre les discussions, une fois la mise en place des projets terminée, sur la question des lacunes des populations et des régions.

Les groupes ayant reçu l'approbation de leurs projets au stade de lettre d'intention avaient un peu moins de deux mois pour déposer un projet complet, ce qu'ils ont tous réussi à faire. Les retours sur les projets déposés ont été marqués de délais, d'ingérence et de demandes de coupures budgétaires. À la fin du mois de mars, aucun des projets n'avait reçu d'approbation officielle par écrit, ni le montant de la somme accordée. Vu ce manque d'action, nous avons décidé de publier une lettre ouverte à l'intention de la ministre fédérale de la Santé — faisant état de la précarité que cette situation entraînait pour les

organismes québécois de lutte contre le VIH et le sida — et de travailler avec les partis d'opposition afin qu'ils posent des actions complémentaires.

Les groupes qui avaient un financement de l'ancien Programme d'action communautaire sur le sida (PACS) ou du programme de financement sur l'Hépatite C se sont fait offrir un financement « de transition » pour un an, sans indication d'opportunité de financement pour les quatre années suivantes du cycle FIC. Les ententes de contribution pour ce financement ont toutes été signées avant le 31 mars 2017.

Le transfert des sommes allouées a été retardé pour les deux types de financement. Bien que les groupes aient reçu l'assurance que toute dépense liée à leur projet serait couverte à partir du 1^{er} avril, ils ont dû avancer de leurs propres fonds pour payer salaires et activités jusqu'à la mi ou la fin mai.

Durant la prochaine année, nous poursuivrons nos démarches dans ce dossier en évaluant l'expérience des groupes avec le nouveau programme. Nous émettrons des pistes pour en améliorer l'efficacité, tâchant de trouver des solutions raisonnables pouvant combler les lacunes de financement au niveau régional et en fonction des populations. Nous reconnaissons que notre dépendance au financement par projet du fédéral est étroitement liée à l'insuffisance du financement à la mission provincial (voir p. 9).



Ken Monteith
Directeur général

COMITÉ PROVINCIAL DES TRAITEMENTS

Ce comité figure parmi les plus anciens de la COCQ-SIDA, abordant des questions variées sur le sujet complexe des traitements. Le rôle du comité est de se pencher sur les enjeux importants, sous forme de recommandations au CA, concernant des actions à prendre. Le Centre associatif polyvalent d'aide hépatite C (CAPAHC) est maintenant intégré au sein du comité.

En plus des dossiers traités en continuité (accessibilité des médicaments, informations aux membres, regard sur le travail du Service d'info-traitements), deux éléments ont été jugés prioritaires au cours de l'année : le remboursement des nouveaux traitements contre le VHC et des versions génériques des traitements contre le VIH.

Une révolution est en cours dans le traitement du VHC, avec des options qui éliminent le recours à l'interféron et qui offrent des taux de réponse virologique soutenue très élevés. Ces molécules coûtent cependant très cher. Au cours de l'année, le Québec a élargi l'accès à ces traitements. Ce qui est une bonne nouvelle vu qu'il y a plus de personnes vivant avec le VHC qui y ont maintenant accès, et ce, à un stade où le foie n'est pas trop endommagé.

Nous devons saluer l'arrivée de versions génériques de plusieurs antirétroviraux, principalement parce que ceux-ci diminueront la facture du traitement anti-VIH. Cependant, nous constatons une tendance vers l'extension des brevets des médicaments de marque — ce qui protège leur monopole de distribution — par des changements de certains composants de traitements en co-formulation (multiples molécules dans une seule pilule). Le comité a recommandé au CA de la COCQ-SIDA d'arrêter de militer pour l'accès universel à tout produit quand il serait plus avantageux pour le système de la santé de limiter l'accès à des nouveaux produits très chers en imposant des conditions raisonnables

d'accès. Nous ne voulons aucunement priver les personnes de traitements, mais nous reconnaissons que les changements vers les nouveaux traitements plus dispendieux et dont l'exclusivité de distribution s'étend sur plusieurs années ne sont pas toujours justifiés. Il nous incombe de travailler plutôt dans le but de nous assurer que les conditions d'accès des nouveaux produits soient raisonnables et n'empêchent pas l'accès à ceux qui en ont besoin.

Partenariats

La COCQ-SIDA compte beaucoup sur la collaboration de ses organismes membres, dont la plupart s'impliquent selon leurs expertises et priorités organisationnelles. Cette collaboration, surtout à travers les comités de travail et les Outillons-Nous, mais aussi sous d'autres formes, nous aide à contribuer à leur travail et à étendre l'impact de nos actions communes dans la majorité des régions québécoises.

Nous continuons à travailler de concert avec un bon nombre de partenaires hors Québec. Nous collaborons sur plusieurs dossiers avec la Coalition PLUS, dont la COCQ-SIDA est membre fondateur, et nous participons activement aux instances de gouvernance de l'organisme.

Au Canada, nous avons plusieurs collaborations spécifiques avec CATIE (activités de transfert de connaissances et participation au Comité provincial sur les traitements), le Réseau juridique canadien VIH/sida (dossier criminalisation) et le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale (dossier d'emploi et accommodement).

Nous sommes heureux de participer à développer davantage de relations avec nos pairs dans d'autres provinces, notamment l'Ontario AIDS Network et le Pacific AIDS Network. Nous coordonnons nos réponses aux enjeux de financement fédéral et nous avons joint une alliance communautaire, qui

sera financé par le fédéral, afin d'adapter le projet d'Institut de développement de leadership positif — déjà en place en Ontario et Colombie-Britannique — en français sur le territoire québécois.

Notre partenariat avec l'Ontario HIV Treatment Network (OHTN) dans le cadre du Centre PRATICS 2.0 des IRSC sur le VIH/sida et du Centre collaboratif de recherche communautaire des IRSC (un programme du Centre PRATICS) nous a permis de développer des liens avec des chercheurs à travers le Canada et de partager nos expériences québécoises de recherche. Nous avons pu développer des volets québécois pour différentes études et assurer l'inclusion des préoccupations du Québec dans des projets en développement. Nous avons eu confirmation du renouvellement du financement du Centre collaboratif de recherche communautaire sur les cinq prochaines années. Ken Monteith, en tant que l'un des trois codirecteurs du Centre, mobilisera les compétences de la COCQ-SIDA en matière de transfert de connaissances et d'adaptation à la langue française.

Nous continuons aussi à représenter le secteur communautaire sur des comités à l'intérieur des structures du MSSS et nous

maintenons de bonnes relations de travail avec nos interlocuteurs dans ces structures. Nous sommes présents et avons une bonne écoute au sein du Comité ITSS de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ) et sur plusieurs sous-comités, dont le sous-comité pour optimiser le dépistage. Nous avons un rôle central au sein du groupe de travail sur la criminalisation de l'exposition au VIH. Nous poursuivons notre collaboration avec le comité de soutien aux intervenants, un projet pilote hébergé au SLITSS (transféré à l'INSPQ à partir du 1^{er} avril 2017), qui offre des propositions d'interventions, pouvant être mises en application dans toutes les régions du Québec, afin de réduire le risque de transmission du VIH dans des cas problématiques.



Ken Monteith
Directeur général

LA COCQ-SIDA À L'INTERNATIONAL

La COCQ-SIDA collabore sur plusieurs dossiers avec la Coalition PLUS, dont nous sommes un membre fondateur. Nous participons activement aux instances de gouvernance de l'organisme.

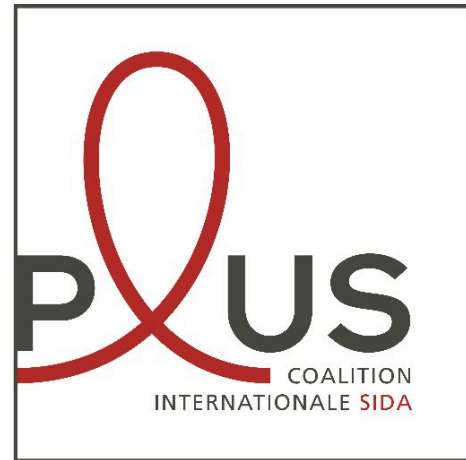
La Coalition PLUS continue à susciter l'intérêt d'organisations importantes de lutte contre le VIH/sida à travers le monde. Cette année, deux nouveaux partenaires ont rejoint la Coalition qui compte désormais 15 organismes sur quatre continents dont 12 membres réguliers : AIDES (France), ALCS (Maroc), ANSS (Burundi), ARAS (Roumanie), ARCAD SIDA (Mali), COCQ-SIDA (Québec), GAT (Portugal), Groupe Sida Genève (Suisse), IDH (Bolivie), KIMIRINA (Équateur), PILS (République de Maurice) et REVS+ (Burkina Faso) et 3 partenaires : AMO CONGO (RDC), l'ANCS (Sénégal) et RIVE (Réunion).

La Coalition PLUS étend son soutien dans la lutte contre le VIH/sida aux organismes non membres par la mise en place de plateformes régionales et sous-régionales. 4 plateformes ont été mises en place en Afrique : MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), Afrique Centrale et de l'Ouest, Afrique de l'Est et Océan indien. Les 4 organismes européens forment la plateforme Europe.

Cette année, nous avons réalisé plusieurs actions pour définir et démarrer une plateforme des Amériques et Caraïbes, dont la COCQ-SIDA est fier membre avec Kimirina, IDH et le Conseil des Caraïbes de AIDES.

La Coalition PLUS a mené au nom de ses adhérents des actions de recherche, de plaidoyer, de communication/collecte et de soutien technique. Elle assure une représentation au sein de plusieurs structures internationales. Depuis janvier 2015, la COCQ-SIDA héberge la personne responsable de la coordination de la recherche communautaire de la Coalition PLUS, ajoutant une synergie intéressante à notre secteur de la recherche communautaire et ou-

vrant plus de portes à la participation des organismes membres de la COCQ-SIDA aux projets de recherche internationaux et à la production d'articles scientifiques.



Nous poursuivons notre collaboration avec Kimirina afin d'arriver à offrir aux Québécois hispanophones une version espagnole de notre site de prévention *Prêt pour l'action* (voir p. 36). La collaboration continue aussi avec l'ANSS pour collecter des fonds auprès des communautés burundaises du Canada afin de soutenir les activités de terrain de l'ANSS au Burundi.

Comme membre du CA de la Coalition PLUS, et plus particulièrement en tant que trésorière, la présidente du CA de la COCQ-SIDA a fait plusieurs missions cette année en collaboration avec les permanents du secrétariat.

Elle a eu l'occasion de visiter l'IDH de Cochabamba en Bolivie, PILS de Port-Louis à l'Île Maurice ainsi que Kimirina de Quito en Équateur. L'objectif de ces missions est de mieux connaître les organismes-membres ainsi que leurs partenaires, de les soutenir dans leur plaidoyer auprès des instances décisionnelles et au besoin dans leur organisation interne et de s'assurer qu'ils répondent toujours aux critères de la Coalition PLUS. Ces échanges de travail permettent d'apporter un réel soutien à la

Coalition. En effet, il est important que certains administrateurs connaissent l'ensemble des membres afin d'avoir une vision politique globale de la Coalition PLUS et ainsi mettre en place des moyens qui répondent à tous.

La présidente est également représentante de la Coalition PLUS au conseil Caraïbes d'AIDES. Elle participe à la création de liens politiques entre la Coalition PLUS et les programmes internationaux d'AIDES. Elle est également très impliquée dans le développement et la mise en place de l'éventuelle plateforme des Amériques et des Caraïbes qui devrait voir le jour au cours de la prochaine année.

Les enjeux auxquels nous faisons face dans la lutte contre le VIH/sida au Québec sont souvent les mêmes enjeux vécus chez nos collègues d'autres pays. Le fait de pouvoir se connaître et échanger sur nos réalités

nous offre la possibilité de trouver et parfois d'offrir des solutions à des problèmes partagés. Ce qui est le plus important encore, c'est le développement de solidarité entre nous, surtout dans un monde où la volonté politique d'agir sur cette épidémie risque d'être remise en question par certains grands joueurs.



Ken Monteith
Directeur général

LEXIQUE

Acfas	Association francophone sur le savoir
AQPSUD	L'Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues
ASPC	Agence de la santé publique du Canada
ASSS	Agences de santé et de services sociaux
CA	Conseil d'administration
CDPDJ	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
CIUSSS	Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux
CLSC	Centre locale de services communautaires
CNRS	Centre national de recherche scientifique
CSSS	Centres de santé et de services sociaux
DSP	Direction de la Santé publique
GIPA	<i>Greater involvement of People living with Aids</i> Principe de la participation accrue des personnes infectées ou affectées par le VIH/sida
HARSAH	Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes
INSPQ	Agences de santé et de services sociaux
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
ITSS	Infections transmissibles sexuellement et par le sang
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OBNL	Organisation à but non lucratif
OHTN	<i>Ontario HIV Treatment Network</i>
OSBL	Organisation sans but lucratif
PACS	Programme d'action communautaire sur le sida
PSOC	Programme de soutien aux organismes communautaires
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
SLITSS	Service de lutte contre les infections transmissibles sexuellement et par le sang
TRPOCB	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
UdeM	Université de Montréal
UdeS	Université de Sherbrooke
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQAT	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
VHC	Virus de l'hépatite C
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine



Ensemble, préparons un monde
SANS SIDA ni **VIH**

